



Collection

Mouvements sociaux

no MS0605

**La lutte de la communauté
vietnamienne en Australie
contre la diffusion du
programme de télévision VTV4**

Bao Dziên

sous la direction de
Yvan Comeau

octobre 2006

Cahiers du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)

Collection

« La lutte de la communauté vietnamienne en Australie contre la diffusion du programme de télévision VTV4 »

Bao Dziên (fille)

(sous la direction de Yvan Comeau)

ISBN-10 : **2-89605-236-4**

ISBN-13 : **978-2-89605-236-3**

EAN : **9782896052363**

Dépôt légal : 2006

Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

PRÉSENTATION DU CRISES

Notre Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) est une organisation interuniversitaire qui étudie et analyse principalement « les innovations et les transformations sociales ».

Une innovation sociale est une intervention initiée par des acteurs sociaux pour répondre à une aspiration, subvenir à un besoin, apporter une solution ou profiter d'une opportunité d'action afin de modifier des relations sociales, de transformer un cadre d'action ou de proposer de nouvelles orientations culturelles.

En se combinant, les innovations peuvent avoir à long terme une efficacité sociale qui dépasse le cadre du projet initial (entreprises, associations, etc.) et représenter un enjeu qui questionne les grands équilibres sociétaux. Elles deviennent alors une source de transformations sociales et peuvent contribuer à l'émergence de nouveaux modèles de développement.

Les chercheurs du CRISES étudient les innovations sociales à partir de trois axes complémentaires : le territoire, les conditions de vie et le travail et l'emploi.

Axe innovations sociales, développement et territoire

- Les membres de l'axe développement et territoire s'intéressent à la régulation, aux arrangements organisationnels et institutionnels, aux pratiques et stratégies d'acteurs socio-économiques qui ont une conséquence sur le développement des collectivités et des territoires. Ils étudient les entreprises et les organisations (privées, publiques, coopératives et associatives) ainsi que leurs interrelations, les réseaux d'acteurs, les systèmes d'innovation, les modalités de gouvernance et les stratégies qui contribuent au développement durable des collectivités et des territoires.

Axe innovations sociales et conditions de vie

- Les membres de l'axe conditions de vie repèrent et analysent des innovations sociales visant l'amélioration des conditions de vie, notamment en ce qui concerne la consommation, l'emploi du temps, l'environnement familial, l'insertion sur le marché du travail, l'habitat, les revenus, la santé et la sécurité des personnes. Ces innovations se situent, généralement, à la jonction des politiques publiques et des mouvements sociaux : services collectifs, pratiques de résistance, luttes populaires, nouvelles manières de produire et de consommer, etc.

Axes innovations sociales, travail et emploi

- Les membres de l'axe travail et emploi orientent leurs recherches vers l'organisation du travail, la régulation de l'emploi et la gouvernance des entreprises dans le secteur manufacturier, dans les services, dans la fonction publique et dans l'économie du savoir. Les travaux portent sur les dimensions organisationnelles et institutionnelles. Ils concernent tant les syndicats et les entreprises que les politiques publiques et s'intéressent à certaines thématiques comme les stratégies des acteurs, le partenariat, la gouvernance des entreprises, les nouveaux statuts d'emploi, le vieillissement au travail, l'équité en emploi et la formation.

LES ACTIVITÉS DU CRISES

En plus de la conduite de nombreux projets de recherche, l'accueil de stagiaires post-doctoraux, la formation des étudiants, le CRISES organise toute une série de séminaires et de colloques qui permettent le partage et la diffusion de connaissances nouvelles. Les cahiers de recherche, les rapports annuels et la programmation des activités peuvent être consultés à partir de notre site Internet à l'adresse suivante : <http://www.cris.es.uqam.ca>.

Denis Harrison
Directeur

NOTES SUR L'AUTEURE

BAO DZIÊN est actuellement étudiante au doctorat en service social à l'Université Laval, après avoir obtenu sa maîtrise en intervention sociale (concentration économie sociale) en mai 2003 à l'École de travail social de l'UQAM.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	ix
RÉSUMÉ	xi
INTRODUCTION	1
1. LES SOURCES DE DONNÉES	3
1.1. Les sources documentaires	3
1.2. Les entrevues	3
2. LA PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA LUTTE	5
2.1. Le milieu.....	5
2.1.1. L'histoire	5
2.1.2. Les données démographiques.....	5
2.1.3. Les données socio-économiques	6
2.1.4. Le réseau associatif	7
2.2. La chronologie des événements.....	7
2.3. Les acteurs en présence	10
2.3.1. La coalition.....	10
2.3.2. La base sociale.....	10
2.3.3. Les alliés.....	11
2.3.4. Les sympathisants.....	12
2.3.5. Les spectateurs	12
2.3.6. Les opposants	12
2.4. Les intérêts des acteurs	13
2.5. Les enjeux de la lutte	15
3. L'ÉMERGENCE DE LA LUTTE.....	17
3.1. La situation de privation, de conflit ou de désaccord	17
3.2. La construction sociale des schèmes d'interprétation collectifs.....	18
3.2.1. Le diagnostic de la lutte.....	18
3.2.2. Le pronostic de la lutte	20
3.3. La constitution et le maintien de l'identité collective.....	20

3.4.	Les courts-circuits de solidarité	22
4.	LE DÉVELOPPEMENT DE LA LUTTE	23
4.1.	Les opportunités	23
4.1.1.	L'État.....	23
4.1.2.	Les élites.....	26
4.1.3.	Les alliés.....	26
4.1.4.	Les corps intermédiaires.....	27
4.2.	La conduite de la lutte	30
4.2.1.	Les éléments de calcul rationnel.....	30
4.2.2.	L'information	30
4.2.3.	Les ressources.....	31
4.2.4.	La stratégie	36
4.2.5.	La concurrence avec d'autres organisations.....	44
5.	LE DÉNOUEMENT DE LA LUTTE	47
6.	L'ÉVALUATION DE LA LUTTE	49
6.1.	Sur le plan de la répartition.....	49
6.1.1.	Économique (redistribution).....	49
6.1.2.	Politique (participation).....	50
6.1.3.	Idéologique (légitimation)	50
6.2.	Sur le plan de l'organisation	52
6.2.1.	L'autonomie	52
6.2.2.	La solidarité.....	52
6.2.3.	La mobilisation.....	53
7.	DES PISTES DE RENOUVELLEMENT	55
	CONCLUSION	59
	BIBLIOGRAPHIE	61

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1	Synthèse des intérêts des différents acteurs.....	16
-----------	---	----

RÉSUMÉ

À l'ère de la société informationnelle mondialisée (Castells, 2000), cette monographie présente une lutte de la communauté vietnamienne vivant en Australie, contre la diffusion quotidienne d'un bulletin d'informations en langue vietnamienne qui lui était destinée. Ce programme de télévision, produit par la télévision étatique du Vietnam et retransmis par la télévision nationale australienne SBS, a été considéré par les membres de cette communauté comme faisant de la propagande pour un régime qu'ils avaient cherché à fuir en risquant leur vie.

Cette lutte a duré exactement deux mois et s'est terminée par la victoire de la communauté vietnamienne. Celle-ci a obtenu du conseil d'administration de SBS la décision d'arrêter immédiatement la diffusion de ce programme d'informations et la promesse de le remplacer par un autre, qui devrait certainement la satisfaire, puisqu'elle sera consultée dans le choix du futur programme.

La réussite de cette lutte peut être attribuée, entre autres, à de bonnes opportunités politiques et aussi une bonne organisation de la coalition, qui a su mobiliser des ressources abondantes et sensibiliser à sa cause un grand nombre d'autorités politiques et de média et, par conséquent, l'opinion publique. Insérée dans une analyse transversale des études de cas en vue d'en dégager les régularités sur le plan de la réussite, cette monographie pourrait contribuer à l'identification des facteurs de succès d'une lutte pour les futures recherches.

Cette étude de cas est analysée selon la grille élaborée par Yvan Comeau (2005) pour la réalisation de monographies portant sur des luttes collectives. Les grandes parties en sont : la présentation générale de la lutte, sa phase d'émergence, son développement et son dénouement. À la fin, seront également effectuées une évaluation de la lutte et une proposition des pistes de renouvellement.

Bao Dziên

INTRODUCTION

La lutte retenue est celle de la communauté vietnamienne vivant en Australie, contre la diffusion d'un bulletin d'informations présenté sous le nom de *Thoi Su*, produit par la télévision étatique vietnamienne VTV4 (Vietnamese Television 4) et retransmis par la télévision nationale australienne SBS (Special Broadcasting Service). Nous avons choisi cette lutte, bien qu'elle ait eu lieu en Australie, car nous aimerions étudier une lutte qui a trait à des Vietnamiens, population que nous connaissons bien et auprès de laquelle nous sommes sensé intervenir. Or, il est difficile d'étudier une lutte qui s'est déroulée au Vietnam, car s'il existe de vraies luttes, elles sont toujours réprimées et les opportunités politiques sont telles qu'elles se soldent toutes par un échec peu après leur émergence. Par ailleurs, la collecte des données serait très ardue dans un pays où la liberté d'expression n'est pas respectée. Pour la même raison, les informations seraient aussi peu fiables et peu abondantes.

Cette étude de cas fera tout d'abord une présentation générale de la lutte, puis elle abordera sa phase d'émergence, ensuite elle fera état de son développement ainsi que de son dénouement. Enfin, une évaluation de la lutte sera effectuée avec une proposition des pistes de renouvellement.

1. LES SOURCES DE DONNÉES

Comme toute étude de cas, cette monographie débute par la collecte des données. Cette dernière se fait en deux étapes et a recours à deux sources : les sources documentaires et les entrevues.

1.1. Les sources documentaires

Pour obtenir des documents, nos premières sources sont des sites Internet. Étant donné que la taille de cette lutte est considérée comme la plus grande des luttes des Vietnamiens d'outre-mer, que l'opposant principal contre lequel se dirige la lutte, à savoir le gouvernement communiste vietnamien, est le plus critiqué par la diaspora vietnamienne, et que cette lutte est la mieux organisée et la plus réussie de toutes les communautés vietnamiennes vivant à l'étranger, les informations abondent sur cette lutte. Or, l'Internet constitue le meilleur moyen pour les communautés d'une diaspora de se transmettre les informations. Nous avons pu ainsi recueillir la majorité de nos informations sur Internet, notamment sur les deux sites : <http://www.noVCnews.net>¹ et <http://www.vietbao.com>. Nous y avons trouvé des nouvelles sur la lutte diffusées quotidiennement à la radio, tout comme dans la presse, tant vietnamiennes qu'australienne, des lettres d'appui des alliés, des procès-verbaux des rencontres, des entretiens avec les meneurs de lutte, des reportages sur les manifestations. Même pour les données historiques, démographiques et socio-économiques de la communauté vietnamienne en Australie, nous les avons prises des sites Internet que nos amis vietnamiens en Australie nous ont indiqués. Parmi ces sources, nous avons apprécié particulièrement les entretiens que des journalistes ont réalisés auprès des membres la coalition et qui nous ont fait connaître en profondeur les différents aspects de la lutte.

Par ailleurs, un membre de la coalition, avec qui nous avons échangé régulièrement des courriels, nous a aussi envoyé par pièces jointes les trois appels aux manifestations que la coalition a lancés, les coupures de la presse vietnamienne concernant les réactions de l'opposant principal, à savoir le gouvernement vietnamien, et un autre article diffusé sur Internet d'un opposant vietnamien en Australie. En effet, la diaspora vietnamienne n'est pas censée diffuser sur Internet des informations sur les rares réactions n'approuvant pas la lutte.

1.2. Les entrevues

Après avoir procédé à l'analyse documentaire, en nous appuyant sur la grille pour la réalisation de monographies portant sur des luttes collectives de Yvan Comeau (2005), nous avons pu repérer les informations manquantes pour remplir la grille. Puis, au fur et à mesure que nous complétions

¹ VC est à la fois le sigle du mot vietnamien *Việt Cộng* et du mot anglais *Vietnamese communist*, qui veulent dire tous les deux « communiste vietnamien ». Par conséquent, les Sud-Vietnamiens ont l'habitude d'utiliser ce sigle VC, prononcé à l'anglaise, comme péjoratif, pour désigner les communistes vietnamiens.

notre étude de cas, nous demandions ces informations, pour la plupart, au membre de la coalition mentionné plus haut², mais aussi à quelques-uns de nos amis vivant en Australie. Notre unique moyen demeurait l'échange de courriels. On pourrait donc dire que nos « entretiens » ont été réalisés aussi par Internet. Nous avons eu ainsi des réponses assez rapides, parfois les questions et les réponses sont allées à la même vitesse que les messages instantanés échangés à travers le clavardage sur Internet. Nous trouvons que ce moyen utilisé pour des entretiens n'enlève rien à la qualité des échanges. Parfois, celle-ci est même meilleure du fait que l'interviewer et les informateurs ont du temps, le premier pour mieux réfléchir avant de poser sa question et les derniers pour se remémorer les choses avant de donner leurs réponses. Toutefois, cette forme d'entretien exige une grande disponibilité de la part des informateurs, sur laquelle les interviewers ne peuvent pas toujours compter, comme nous avons eu la chance de le faire.

² Nous désignerons cette personne par « Informateur n° 1 ».

2. LA PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA LUTTE

Pour situer la lutte dans son contexte, nous présenterons d'abord sa dimension spatiale, c'est-à-dire le milieu d'où émerge la lutte, puis sa dimension temporelle, qui se traduit par la chronologie des événements. Ensuite, nous identifierons les différents acteurs en présence. Enfin, l'analyse des intérêts nous permettra de dégager les principaux enjeux de la lutte.

2.1. Le milieu

La base sociale de cette lutte est formée par l'ensemble des Vietnamiens vivant dans tous les provinces et territoires d'Australie, nous allons donc étudier l'histoire ainsi que les caractéristiques de cette communauté sur les plans économique, démographique et social, mais aussi son réseau associatif, qui joue un rôle assez important dans l'émergence de la lutte.

2.1.1. L'histoire

Les événements d'avril 1975 ont mis fin à la guerre au Vietnam et ont mis la totalité de ce pays dans les mains du gouvernement communiste. Devant les perspectives de répression du nouveau régime, de manque de liberté et de démocratie, voire par peur des représailles, de nombreuses personnes ont cherché à fuir clandestinement le pays sur des bateaux de fortune, bravant vents et marées, tempêtes et pirateries, faim et peur, etc. Un certain nombre de ces personnes, qu'on appelait des « *boat people* », ont élu domicile en Australie. Bien que ce pays se situe à environ de 7 000 à 8 000 kilomètres du Vietnam vers le sud³, très peu de *boat people* se sont rendus directement en bateaux en Australie. La plupart ont été accueillis par l'Australie en tant que troisième pays, tout comme les États-Unis ou le Canada, après avoir fait un séjour temporaire dans des camps pour réfugiés dans des pays qui se trouvent plus proches du Vietnam, tels que la Thaïlande, la Malaisie, les Philippines (<http://www.immi.gov.au>).

2.1.2. Les données démographiques

En 1975, on comptait environ 1 000 Vietnamiens en Australie. Ils venaient surtout du Sud-Vietnam. Cette première communauté était composée de 537 orphelins parrainés par des Australiens, 335 étudiants boursiers dans le cadre du programme Colombo, 130 autres étudiants et des employés de l'ambassade du Vietnam avec leurs familles (<http://www.vnca.org.au>).

³ Plus précisément la capitale du Vietnam, Hanoi, est à 8 500 kilomètres de Canberra, la capitale d'Australie, et la plus grande ville du Vietnam, Hochiminhville (Saigon), se trouve à 7 400 kilomètres de Sydney, la plus grande ville d'Australie (Informateur n° 2, courriel du 23 février 2004).

D'après les données démographiques de l'Australie en 2001, le nombre d'Australiens d'origine vietnamienne⁴ de la première génération, c'est-à-dire nés au Vietnam, s'est élevé à 154 831 personnes et le nombre de ceux de la deuxième, voire de la troisième génération a atteint 147 241 personnes (<http://www.vnca.org.au>). Cela montre que la population des Vietnamiens de la première génération a augmenté rapidement, de 2 427 personnes au recensement de 1976, à 4 196 au recensement de 1991, puis 15 185 au recensement de 1996. En 1996, les immigrants vietnamiens (ceux de la première génération) occupaient ainsi le quatrième rang en nombre parmi les Australiens d'origine étrangère, soit 3,9 %, après les Australiens venant du Royaume-Uni (27,4 %), de la Nouvelle-Zélande (7,5 %) et d'Italie (6,1 %) ; tandis qu'ils représentaient 0,9 % de la population australienne au total (<http://www.immi.gov.au>).

La plupart des Vietnamiens vivent dans les grandes villes d'Australie. Dans la Nouvelle Galles du Sud, province où il y a le plus d'habitants, notamment à Sydney⁵, les Vietnamiens de la première génération sont au nombre de 63 019 et ceux de la deuxième génération au nombre de 56 345. Tandis que dans la province de Victoria, avec Melbourne, deuxième ville importante en nombre d'habitants⁶, il y a 56 563 personnes qui venaient du Vietnam et 52 490 qui sont nés en Australie (<http://www.vnca.org.au>).

Cette croissance démographique rapide de la communauté vietnamienne est due essentiellement à l'immigration des Vietnamiens après 1975, qui peut être divisée en deux phases distinctes. De 1975 à 1985, il s'agissait de la réinstallation des réfugiés qui ont fui le régime communiste du Vietnam et qui ont quitté le pays en *boat people*. Mais depuis 1985, l'Australie accueille des Vietnamiens dans le cadre d'un programme officiel de départ organisé en vue du regroupement familial. Ce programme a été conclu en commun accord entre le gouvernement vietnamien et le Haut Commissariat des Nations unies pour réfugiés, pour empêcher le départ clandestin massif de ces derniers. Et ce programme, connu maintenant sous le nom de « Programme de migration des familles vietnamiennes », dure encore jusqu'à nos jours, bien qu'il soit beaucoup moins important que dans les années 1980 et 1990 (<http://www.immi.gov.au>).

2.1.3. Les données socio-économiques

En 1996, 25,2 % des Vietnamiens de la première génération de 15 ans et plus détenaient un diplôme d'études ou professionnel, par rapport à 42,3 % pour tous les Australiens. Parmi eux, 12,3 % avaient un diplôme d'études supérieures et 3,4 % une formation de spécialiste ou de professionnel. Parmi les 74,8 % qui n'avaient pas de diplôme, 23,6 % faisaient des études dans des établissements scolaires ou universitaires (<http://www.immi.gov.au>).

Toujours en 1996, en ce qui concerne l'emploi, la population active occupait 58,7 % des Vietnamiens de 15 ans et plus de la première génération, et ceux qui étaient au chômage représentaient 25,2 % ; alors que les chiffres correspondants de la population australienne globale

⁴ Désignés désormais, pour des fins pratiques, sous le seul nom « Vietnamiens », quand cela ne prête pas à confusion.

⁵ La population de Sydney s'élève à 3 719 000 habitants (<http://www.vnca.org.au>).

⁶ La population de Melbourne s'élève à 3 187 700 habitants (<http://www.vnca.org.au>).

étaient respectivement de 61,9 % et 9,2 %. Parmi les 61 229 Vietnamiens au travail, 32,7 % étaient employés dans des métiers demandant une compétence moyenne, 28,1 % une aptitude faible (ouvrier par exemple) et 16,1 % dans des postes d'expert ou de responsabilité (<http://www.immi.gov.au>).

Parmi les communautés ethniques en Australie, la communauté vietnamienne est l'une des plus jeunes et aussi des plus dynamiques. Malgré de nombreuses difficultés rencontrées lors de l'installation dans une société presque complètement différente de la sienne, en général, elle s'y adapte et s'y intègre avec harmonie. Elle a la réputation de savoir transformer les défis en performances, et amène de nombreux observateurs à conclure qu'elle constitue l'une des meilleures réussites de l'Australie multiculturelle (<http://www.vnca.org.au> ; <http://www.immi.gov.au>).

2.1.4. Le réseau associatif

Dans tout le pays, il y a environ 250 associations, tous types confondus, dont une centaine dans la Nouvelle Galles du Sud, province la plus importante d'Australie. Ainsi, les Vietnamiens se regroupent dans des associations politiques, telles que le Front uni national pour la libération du Vietnam, l'Alliance pour la restauration [de l'ancien régime], etc. Chacune de ces associations politiques fait partie d'un réseau international plus grand concernant seulement la diaspora vietnamienne, lequel est dirigé par la personne qui l'a fondé. Dans l'ensemble, ces associations politiques ont pour but de lutter pour la liberté, la démocratie et le respect des droits de la personne au Vietnam. Les associations sociales, quant à elles, sont nombreuses. Elles correspondent à tous les groupes sociaux qui partagent chacun quelque chose en commun. Il y donc des associations de personnes âgées, de femmes, d'étudiants, de jeunes ; des cercles culturels, éducatifs, sportifs ; des amicales d'entraide, comme l'Amicale des anciens élèves de Chu Van An, l'Association des Amis d'An Giang, etc. Il existe aussi des associations à caractère religieux, comme la Jeunesse catholique, la Famille bouddhiste, etc. Bref, toutes ces associations mènent leurs activités sous l'égide de l'organisation officielle qui représente toute la communauté vietnamienne en Australie auprès des pouvoirs publics et des médias, et qui se désigne sous le nom de « la Communauté des Vietnamiens libres en Australie » (CVLA)⁷ (Informateur n°1, courriels du 2 février et du 29 février 2004).

2.2. La chronologie des événements

Les événements proprement dits de la lutte s'étendaient sur deux mois, du 6 octobre 2003 au 5 décembre 2003.

⁷

Désormais, pour éviter la confusion avec la communauté vietnamienne proprement dite, nous utiliserons le sigle « la CVLA » pour désigner l'organisation « la Communauté des Vietnamiens libres en Australie ».

- Le **6 octobre 2003**, la télévision SBS, une chaîne de télévision publique, commença à diffuser pendant 35 minutes, de 6 heures 50 à 7 heures 25 du matin, du lundi au samedi, un bulletin d'informations vietnamien, en langue vietnamienne sans sous-titrage anglais, sous le nom de *Thoi Su*, produit par la télévision VTV4 du gouvernement vietnamien et conçu spécialement pour les Vietnamiens vivant à l'étranger. Cette émission s'insérait dans le cadre du programme *WorldWatch* de la télévision SBS (Special Broadcasting Service), qui diffusait 22 autres programmes destinés à 18 communautés ethniques en Australie, telles que les communautés italienne, allemande, française, chinoise, russe, etc. (*Nhan Dan* du 23 décembre 2003 ; Informateur n°1, courriel du 28 février 2004). Pour la télévision SBS, *Thoi Su* était un programme légitime produit par un pays avec lequel l'Australie avait des relations diplomatiques et de nombreux liens économiques (Sydney AFP du 6 décembre 2003).
- Toutefois, cet événement n'était que l'aboutissement d'une discussion qui avait commencé en l'an 2000, quand la télévision SBS s'était mise à examiner des programmes de télévision du gouvernement **communiste** vietnamien, afin de choisir celui qu'elle pourrait diffuser auprès de la communauté vietnamienne en Australie. À ce moment-là, des représentants de la communauté vietnamienne lui avaient demandé d'examiner à la place des programmes émanant des communautés vietnamiennes d'outre-mer des autres pays. Cependant, s'appuyant sur la politique selon laquelle seule la transmission des programmes du pays d'origine est autorisée, la télévision SBS avait refusé cette demande et prétendait qu'elle avait le droit d'utiliser le programme du gouvernement communiste vietnamien (novcnews.net du 5 décembre 2003).
- Le **20 octobre 2003**, le président provincial de la CVLA de la Nouvelle Galles du Sud et aussi vice-président fédéral de la CVLA, Nguyen Manh Tien, lança sur les radios et journaux vietnamiens, ainsi que par la distribution et l'affichage dans des bureaux, boutiques, magasins, etc. des Vietnamiens, un appel à une manifestation devant le siège social de SBS à Sydney le 28 octobre à 12 heures, pour protester contre la diffusion du programme de VTV4 par la télévision SBS (Informateur n°1, courriel du 4 mars).
- Le **28 octobre 2003**, à 12 heures, plus de 5 000 personnes manifestèrent devant le siège social de SBS à Sydney pour protester **contre** la diffusion du programme de VTV4 par la télévision SBS (CVLA, Bulletin d'informations du 5 décembre 2003).
- Le **3 novembre 2003**, le Comité d'estimation du budget du Sénat (Senate Estimates Committee) eut une séance de travail avec le ministère des Communications, de la Technologie informatique et des Arts, où il y avait **une** présence nombreuse de hauts fonctionnaires du réseau national de communication, d'information et d'art, dont le directeur général de SBS. Celui-ci fut questionné par les sénateurs du comité pendant plus d'une heure au sujet de la décision de SBS de diffuser le programme de VTV4 du gouvernement vietnamien. Ce qui suscita une grande surprise et un grand intérêt chez les participants (Saigon Times, Vietbao du 17 novembre 2003).
- Le **4 novembre 2003**, un deuxième appel fut lancé par la même personne et les mêmes moyens que le précédent, pour mobiliser la communauté vietnamienne à poursuivre la lutte, par la signature de la pétition, et par l'envoi d'appels téléphoniques et de courriels sur un site Internet prévu à cette fin, en vue de demander la suppression du programme de VTV4 diffusé par la télévision SBS (Informateur n°1, courriel du 4 mars).
- Le **17 novembre 2003**, fut tenue une rencontre au siège social de SBS entre douze représentants de la CVLA et le Comité consultatif au sujet des communautés ethniques (Community Advisory

Committee) de SBS. Cependant, à l'issue de la rencontre, la direction de la télévision SBS décida de maintenir le programme parce que, d'après elle, celui-ci répondait aux exigences du règlement intérieur (The Daily Telegraph du 6 décembre 2003). Pendant ce temps, plus d'une cinquantaine de Vietnamiens se regroupaient à l'extérieur de l'établissement pour soutenir la délégation des représentants. Ils étaient prêts à réagir contre tout problème imprévu qui pourrait éventuellement survenir (Informateur n°1, courriel du 4 mars).

- Le **24 novembre 2003**, fut lancé un troisième appel, émanant de la même personne et utilisant les mêmes moyens que les deux précédents. Il fut adressé à toute la communauté vietnamienne et l'invita à une **deuxième** manifestation le 2 décembre devant le siège social de SBS à Sydney (Informateur n°1, courriel du 4 mars).
- Le **26 novembre 2003**, deux événements eurent lieu au parlement fédéral à Canberra, la capitale politique et administrative d'Australie. D'un côté, se tint une conférence de presse des représentants de 51 associations de jeunes Vietnamiens, venant de tous les coins d'Australie à Canberra, pour exprimer leur opposition à la diffusion du programme de VTV4. Cet événement attira une grande attention du public et infirma l'argument de Nigel Milan, directeur de la télévision SBS, qui prétendait que seules des personnes d'un certain âge étaient contre l'émission du programme de VTV4, tandis que les jeunes, eux, l'approuvaient (Nguyen Manh Tien, entretien avec Vo Trieu Son, 6 décembre 2003 ; Informateur n°1, courriel du 29 février 2004). À cette occasion, la représentante de toutes les associations de jeunes, regroupées sous le nom de l'Organisation des jeunes Vietnamiens australiens, a remis une pétition au directeur général de SBS, Nigel Milan, à la présidente du conseil d'administration de SBS, Carla Zampatti, au ministre des Communications, Daryl William, et à l'homologue de ce dernier de l'Opposition, Lindsay Tanner.
- D'un autre côté, une délégation de la communauté vietnamienne se rendit à Canberra pour sensibiliser des sénateurs et députés fédéraux (notamment ceux qui se trouvaient dans la sous-section de communication du Parlement, et le ministre des Communications, Daryl Williams, ainsi que le ministre des Communications de l'Opposition, Lindsay Tanner) à sa cause et pour solliciter leurs soutiens (Informateur n°1, courriel du 29 février 2004).
- Le **29 novembre 2003**, à 12 heures, environ 4 000 manifestants se regroupèrent à la place de la Fédération à Melbourne, pour exprimer leur opposition contre la transmission du programme de VTV4 par la télévision SBS (CVLA, Bulletin d'informations du 5 décembre 2003).
- Le **2 décembre 2003**, selon l'AFP et le journal The Daily Telegraph, plus de 8 000 Vietnamiens se réunirent devant le bureau de SBC, demandant de mettre fin à l'émission du bulletin d'informations du gouvernement vietnamien Thoi Su (The Daily Telegraph du 6 décembre 2003). Cependant, d'après un autre journal australien The Age, plus de 10 000 manifestants bloquèrent la rue devant le siège social de SBC à Sydney (The Age du 6 décembre 2003). Tandis que le bulletin d'informations de la communauté vietnamienne en Australie annonça que plus de 11 000 personnes avaient manifesté à Sydney (CVLA, Bulletin d'informations du 5 décembre 2003). Enfin, l'agence VNN à Sydney avança le chiffre de plus de 12 000 personnes au moment où la manifestation était au point culminant, en précisant qu'avant l'heure de déclenchement de la manifestation, fixée à 11 heures, CNN International rapporta qu'il y avait plus de 10 000 manifestants (Sydney-VNN du 3 décembre 2003).
- Le **5 décembre 2003**, la direction de la télévision SBS décida de suspendre immédiatement l'émission du bulletin d'informations Thoi Su, pour entreprendre des consultations auprès de la

communauté vietnamienne afin de trouver un programme de remplacement (The Daily Telegraph du 6 décembre 2003 ; SBS du 6 décembre 2003 ; ABC du 6 décembre 2003). Elle reconnut que le programme avait causé « des niveaux de risques émotionnels importants parmi quelques Vietnamiens » et admit également qu'« il n'y avait pas eu de consultations appropriées » avec la communauté vietnamienne avant de présenter le bulletin d'informations Thoi Su (Sydney AFP du 6 décembre 2003).

- Par ailleurs, il y eut deux manifestations de quelques centaines de personnes à Adelaide, capitale de l'Australie méridionale, pour protester contre la diffusion du programme de VTV4. Pendant la lutte, plus de 28 000 signatures collectées sur la pétition⁸, environ 10 000 courriels de protestation, et des milliers d'appels téléphoniques furent adressés à la télévision SBS. En outre, des centaines, voire des milliers de personnes écrivirent des lettres aux députés ou aux sénateurs pour demander leurs interventions, et ceux-ci firent connaître publiquement leurs appuis à la communauté vietnamienne (CVLA, Bulletin d'informations du 5 décembre 2003).

2.3. Les acteurs en présence

Il s'agit de la coalition, de la base sociale, des alliés, des sympathisants, des spectateurs et des opposants.

2.3.1. La coalition

En principe, le comité exécutif fédéral de la CVLA, représentant officiel de la communauté vietnamienne auprès des autorités publiques et des médias australiens, devait mener de près la lutte. Mais comme le siège social de SBS était à Sydney, dans la Nouvelle Galles du Sud et que le président fédéral de la CVLA vivait à Melbourne, dans la province de Victoria, à 1 000 kilomètres de Sydney, il incombait au président provincial de la CVLA de la Nouvelle Galles du Sud, et en même temps vice-président fédéral des affaires intérieures de la CVLA, Nguyen Manh Tien, de jouer le rôle de dirigeant direct dans l'organisation des manifestations et dans la mobilisation des manifestants. Quant à la recherche d'appuis auprès des médias et des autorités politiques australiennes, le comité exécutif fédéral et les sept comités exécutifs provinciaux et territoriaux de la CVLA ont toujours travaillé côte à côte et discuté ensemble (Informateur n°1, courriel du 29 février 2004).

2.3.2. La base sociale

La base sociale était formée essentiellement par la quasi-totalité des Vietnamiens qui avaient quitté le pays à cause de son régime communiste et qui s'étaient installés définitivement en Australie (Nguyen Manh Tien, entretien avec Vo Trieu Son, 6 décembre 2003).

⁸ Jusqu'à la fin de la lutte, la coalition a récolté environ 60 000 signatures dans tout le pays (Informateur n°1, courriel du 15 avril 2004).

2.3.3. Les alliés

Les alliés de cette lutte ont été fort nombreux. Il faut tout d'abord citer le directeur de la radio SBS, Luu Tuong Quang, un Vietnamien. Aux dires du directeur général, Nigel Milan, et de la présidente du conseil d'administration, Carla Zampatti, de SBS, dans les réunions internes et les deux rencontres aux mois de septembre et d'octobre du conseil d'administration (pendant lesquelles il avait le droit d'expression mais pas le droit de vote), Luu Tuong Quang s'est toujours opposé « agressivement » à la diffusion du programme de VTV4 sur la télévision SBS, en argumentant que cela allait à l'encontre des préférences et souhaits de la communauté vietnamienne en Australie, qui était une communauté composée essentiellement de réfugiés. Selon Nguyen Manh Tien, Luu Tuong Quang était l'un des conseillers qui a apporté une contribution active à l'état-major de la CVLA pour la cause commune. Avant et pendant la réunion du conseil d'administration de SBS du 5 décembre, Luu Tuong Quang est intervenu activement auprès de la présidente et des membres du conseil d'administration de SBS pour les convaincre de soutenir la communauté vietnamienne (Nguyen Manh Tien, entretien avec Vo Trieu Son, 6 décembre 2003).

Ensuite, les deux équipes de la section vietnamienne de la radio SBS de Sydney et de Melbourne ont apporté une certaine contribution, bien que les contraintes du règlement intérieur de SBS ne leur permettent pas d'exprimer publiquement leur opposition contre le programme de VTV4 comme le faisaient les autres radios privées. Ainsi, dès le début d'octobre, à la nouvelle que la télévision SBS allait diffuser prochainement le programme de VTV4, l'ensemble du personnel de la section vietnamienne de ces deux radios SBS a rédigé immédiatement une lettre d'opposition adressée à Carla Zampatti, présidente du conseil d'administration de SBS, et a cessé de faire de la publicité pour le programme de la télévision SBS pendant leurs heures d'émission. Et les programmes *talkback* de ces deux équipes pendant cette période montraient nettement leur volonté de sensibiliser les auditeurs à la lutte contre l'émission du programme de VTV4 (Nguyen Manh Tien, entretien avec Vo Trieu Son, 6 décembre 2003).

Le gouvernement fédéral australien, représenté en la personne de son ministre de la Citoyenneté et des Affaires multiculturelles, Gary Hardgrave, a aussi exprimé son soutien à la communauté vietnamienne et à sa cause (<http://www.novcnews.net>).

Il y avait encore différents sénateurs et députés australiens qui sont intervenus d'une manière ou d'une autre dans cette affaire pour faire pression à la direction de la télévision SBS (Nguyen Manh Tien, entretien avec Vo Trieu Son, 6 décembre 2003). Notamment, le sénateur Stephen Michael Conroy, de la province de Victoria, du parti du Travail et ministre de l'Opposition ; le sénateur Santo Santoro, représentant de la province de Queensland au Sénat fédéral et le sénateur Tchen, de la province de Victoria, membre du Parti libéral, d'origine chinoise et qui avait vécu au Vietnam (*Saigon Times*, Vietbao du 17 novembre 2003).

La présidente du conseil d'administration de la télévision SBS, Carla Zampatti, a approuvé la suppression de VTV4 depuis le début, et s'est montrée irritée par la décision de la télévision SBS de diffuser le programme de TVT4 (Nguyen Manh Tien, entretien avec Vo Trieu Son, 6 décembre 2003).

L'ensemble des médias vietnamiens en Australie a participé activement à cette lutte. Les journaux ont fait le compte-rendu de la lutte jour après jour. Les radios ont organisé des entretiens en direct pour recueillir les opinions et les propositions des membres de la communauté vietnamienne. Tout le long de la lutte, elles ont diffusé constamment les messages et les appels de la coalition en vue de mobiliser les Vietnamiens à la lutte (Nguyen Manh Tien, entretien avec la BBC ; Informateur n°1, courriel du 4 mars 2004).

Des Australiens, amis des membres de la communauté vietnamienne, notamment ceux du Syndicat et de l'Association des anciens combattants australiens au Vietnam, ont exprimé publiquement leur appui à la communauté vietnamienne dans cette lutte contre la diffusion du programme de VTV4 (Nguyen Manh Tien, entretien avec Vo Trieu Son, 6 décembre 2003).

Des Vietnamiens du pays ou d'outre-mer ont manifesté leur soutien expressément à la coalition par des appels téléphoniques, lettres, courriels, etc., d'encouragement (<http://www.novcnews.net>).

2.3.4. Les sympathisants

Il s'agissait de tous les Vietnamiens dans le monde (du pays ou d'outre-mer) qui étaient contre le régime communiste et qui voulaient que les mauvaises actions de celui-ci contre la démocratie et la liberté, ou son non-respect des droits de la personne, soient dénoncés au monde entier. Cependant, il faut préciser que les Vietnamiens du pays ici mentionnés étaient limités à ceux qui avaient accès aux informations des émissions radiophoniques venant de l'étranger, telles que celles de la BBC, de la VOA ou de Veritas Asie, car les médias du pays ne parlent jamais d'une telle lutte, du moins, dans ses phases d'émergence et de développement (<http://www.novcnews.net> ; <http://www.bbc.co.uk/vietnamese>).

2.3.5. Les spectateurs

Parmi les spectateurs, on comptait des Vietnamiens du pays (ceux qui pouvaient avoir accès aux informations) ou d'outre-mer (ceux en Australie comme dans les autres pays) qui étaient apolitiques ou qui n'étaient ni pour ni contre le régime communiste du pays. Il y avait également des Australiens qui étaient au courant de cette lutte à travers les médias, ou qui rencontraient par hasard des manifestants sur leur route et à qui ces derniers ont fait part de leur lutte, faisaient aussi partie des spectateurs.

2.3.6. Les opposants

Tout d'abord, il faut mentionner l'opposant direct : la direction (représentée en la personne du directeur, Shaun Brown) de la télévision publique australienne SBS (Special Broadcasting

Service), un réseau de communication multiculturel national qui diffuse des bulletins d'informations internationaux de différents pays (Sydney AFP du 6 décembre 2003).

Mais l'opposant principal contre lequel était dirigée cette lutte était, sans aucun doute, le gouvernement vietnamien, qui voulait étendre son influence au-delà des frontières du Vietnam (Tich Lam, entretien avec Huu Nguyen, 1^{er} décembre 2003). D'ailleurs, cette intention avait été déclarée clairement et diffusée sur le site Internet de la télévision VTV : celle-ci avait affirmé que son but était de « donner des informations et faire de la propagande » et qu'elle était « au service du Parti et de l'État communistes vietnamiens » (Huu Nguyen, *Saigon Times*, Vietbao du 10 novembre 2003 ; Greg Sheridan, *The Australian* du 6 novembre 2003).

Pouvaient se ranger aussi dans le camp des opposants, une petite minorité de 5 000 Vietnamiens environ, qui étaient présents en Australie et qui avaient confiance en l'État vietnamien, ou du moins, qui étaient censés ne pas s'opposer à lui, notamment des étudiants vietnamiens en séjour d'études et qui voulaient probablement avoir des informations du pays (Tich Lam, entretien avec Huu Nguyen, 1^{er} décembre 2003).

2.4. Les intérêts des acteurs

Dans cette lutte, il apparaissait que les acteurs opposés directs ne partageaient pas les mêmes intérêts.

En effet, la coalition, tout comme la base sociale, les alliés et les sympathisants, voulaient démontrer clairement à l'opinion publique australienne que les Vietnamiens vivant en Australie n'acceptaient pas le régime communiste vietnamien et ses produits de propagande. Par conséquent, cette lutte contre cette action erronée de la télévision SBS, à bien considérer, visait l'empêchement des tentatives d'invasion culturelle et d'information du régime communiste vietnamien et reflétait nettement l'opposition des Australiens d'origine vietnamienne à ce régime (Nguyen Manh Tien, entretien avec Vo Trieu Son, 6 décembre 2003).

Chez la coalition, les intérêts politiques visaient plutôt à avoir voix consultative à toutes les questions concernant la communauté vietnamienne qu'elle représentait officiellement afin de pouvoir défendre ses droits et intérêts, en l'occurrence, la défendre contre cette propagande d'un régime que les Vietnamiens avaient fui au risque de leur vie.

Pour la base sociale, les intérêts qu'elle cherchait dans cette lutte étaient d'ordre idéologique : se faire respecter comme des citoyens à part entière dans ce pays d'accueil et faire reconnaître son identité anti-communiste⁹. Désormais, non seulement SBS, mais aussi n'importe quel organisme public qui traite des questions relatives au régime communiste vietnamien, en voyant l'exemple de

⁹ Cet adjectif qualificatif est employé par les Vietnamiens quand il s'agit de définir tout ce qui est contre le gouvernement et le régime communistes vietnamiens.

SBS, doit être prudent et consulter la communauté vietnamienne, pour éviter des révoltes de cette communauté (Nguyen Manh Tien, entretien avec Vo Trieu Son, 6 décembre 2003).

Les intérêts politiques et idéologiques étaient évidents chez le gouvernement vietnamien, l'opposant indirect, mais qui, en fait, était celui contre qui la lutte était dirigée. Celui-ci cherchait toujours à étendre son influence à l'extérieur du pays. Pour atteindre ce but, il devait faire de la propagande sur le Parti et l'État communistes vietnamiens auprès des communautés de la diaspora vietnamienne. Il est donc certain qu'il avait donné, sans aucune condition, l'autorisation à SBS de rediffuser un programme d'informations émanant de lui.

Mais si des raisons politiques et idéologiques ont motivé ceux qui participaient à la lutte et l'opposant indirect, le gouvernement vietnamien, celles qui animaient l'opposant direct, à savoir la direction de la télévision SBS, étaient essentiellement d'ordre économique. Selon Nguyen Manh Tien, avec un budget de plus en plus réduit, la télévision SBS a introduit l'émission de VTV4 dans le programme *WorldWatch* uniquement parce que le gouvernement vietnamien lui a laissé la diffuser à titre gracieux. Ainsi, quand les conditions de transmission par satellite étaient suffisantes, la télévision SBS n'a pas hésité à le faire. Car en remplissant trois heures d'émission par semaine sans avoir à faire de grosses dépenses, elle pouvait faire des économies importantes tant en argent qu'en travail (Nguyen Manh Tien, entretien avec Vo Trieu Son, 6 décembre 2003).

D'autre part, la direction de la télévision SBS avait ses propres politiques, appliquées à l'ensemble des émissions destinées à diverses communautés ethniques et qu'elle ne voulait pas transgresser, par peur de générer de grands bouleversements dans le fonctionnement de la télévision.

En ce qui concerne l'hypothèse selon laquelle, par cette diffusion du programme de VTV4, le gouvernement australien Howard voulait renforcer ses relations avec le gouvernement communiste vietnamien, d'après Nguyen Manh Tien, elle n'était pas bien fondée. Car s'il en était vraiment ainsi, ni les ministres du gouvernement (comme le ministre de la Citoyenneté et des Affaires multiculturelles Garry Hardgrave ou le ministre des Arts, Rod Kemp), ni les députés et sénateurs du parti au pouvoir (tels que les sénateurs Santora, Tchen, Boswell ou le député fédéral Cadman, le chef du parti libéral de la Nouvelle Galles du Sud, John Brogden) n'auraient pu faire publiquement des critiques virulentes contre l'action erronée de la télévision SBS, comme ils l'ont fait (Nguyen Manh Tien, entretien avec Vo Trieu Son, 6 décembre 2003).

Par ailleurs, la rumeur selon laquelle l'agence SBS aurait été « achetée » par le gouvernement vietnamien pour accepter la diffusion d'un programme produit par ce dernier a été niée par le directeur de l'agence SBS, Nigel Milan. Celui-ci a fait savoir qu'aucun représentant du Vietnam n'avait demandé à SBS de diffuser le programme, lui-même n'avait discuté avec aucun fonctionnaire du Vietnam, il n'avait signé aucun mémorandum avec le réseau de télévision VTV du Vietnam non plus. Il avait pris l'initiative de contacter la direction de VTV et lui avait demandé l'autorisation de rediffuser le programme à partir du satellite, et le seul document officiel qu'il détenait était une lettre d'approbation de VTV. D'après lui, la question d'argent ne pouvait aucunement se mêler entre lui et le gouvernement vietnamien dans cette affaire (Huu Nguyen, *Saigon Times*, Vietbao du 10 novembre 2003).

Chez la petite minorité des opposants vietnamiens en Australie qui étaient fidèles au régime communiste, on pouvait trouver aussi des intérêts idéologiques du même genre que le gouvernement communiste vietnamien. Quelques-uns ont effectivement envoyé des emails ou fait des appels téléphoniques à la direction de la télévision SBS, pour exprimer leur opposition contre la protestation de la communauté vietnamienne et leur désir de maintenir le programme de VTV4. Ils ont aussi écrit des articles, sous forme de lettres à l'éditeur, aux journaux australiens locaux (Informateur n° 1, courriel du 6 mars 2004). Leurs intérêts individuels pouvaient être aussi d'avoir des nouvelles de leurs pays d'origine.

Bref, les intérêts des différents acteurs sont présentés dans le tableau-synthèse à la page suivante.

2.5. Les enjeux de la lutte

L'objectif immédiat de la lutte semble être tout simplement la suppression de la diffusion du programme de VTV4 par la télévision SBS. Mais, en fait, comme l'opposant direct, la télévision SBS, n'est pas celui vers lequel se dirige la lutte, l'enjeu concernant le contenu du programme de télévision destiné à la communauté vietnamienne n'est pas celui qui mobilise vraiment la base sociale non plus. L'utilisation dans le discours mobilisateur des expressions telles que « exiger le respect de SBS envers notre communauté », « une offense faite aux Vietnamiens » révèle qu'il y a une volonté de la communauté vietnamienne de s'affirmer et d'être reconnue dans son identité propre, l'identité anti-communiste. Et c'est cela qui constitue l'enjeu profond de la lutte. En résumé, après l'examen des intérêts des différents acteurs de la lutte, nous pouvons identifier les enjeux de cette lutte comme suit :

- l'enjeu immédiat : le contenu d'un programme de télévision adressé exclusivement à la communauté vietnamienne en Australie ;
- l'enjeu profond : l'identité de la communauté vietnamienne en Australie.

TABLEAU 1
Synthèse des intérêts des différents acteurs

ACTEURS	INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES	INTÉRÊTS POLITIQUES	INTÉRÊTS IDÉOLOGIQUES	INTÉRÊTS INDIVIDUELS
La coalition	Être bien servie pour les impôts versés	Être consultée sur les problèmes concernant la communauté vietnamienne	<ul style="list-style-type: none"> Faire reconnaître l'identité anti-communiste de la communauté vietnamienne Faire respecter les droits civiques de la communauté vietnamienne 	Avoir la satisfaction de bien assumer ses responsabilités
La base sociale	Être bien servie pour les impôts versés		<ul style="list-style-type: none"> Faire reconnaître son identité anti-communiste Être respectée dans ses droits civiques 	Avoir un programme de télévision qui lui convient
Les alliés			Appuyer un mouvement anti-communiste	Augmenter leur crédibilité et leur popularité
Les sympathisants			Soutenir un mouvement anti-communiste	Avoir la satisfaction de voir leur ennemi attaqué
Les spectateurs				Être curieux de voir le dénouement de la lutte
Les opposants	<i>Opposant direct :</i> Faire des économies en temps et en argent grâce à la retransmission d'un programme pris tel quel et offert gratuitement	<i>Opposant indirect :</i> Étendre son influence à la diaspora vietnamienne	<i>Opposant indirect :</i> Véhiculer une image positive du régime communiste auprès de la diaspora vietnamienne	<i>Opposant direct :</i> Ne pas se fatiguer à faire des changements dans le fonctionnement de la télévision SBS

3. L'ÉMERGENCE DE LA LUTTE

Dans cette partie, nous tenterons tout d'abord de préciser la situation du conflit qui cause problème et qui est à l'origine de la lutte, puis nous nous intéresserons à la construction sociale des schèmes d'interprétation collectifs de la situation à l'origine de la lutte, ensuite nous présenterons les facteurs qui permettent la constitution et le maintien de l'identité collective, et enfin nous discuterons des courts-circuits de solidarité.

3.1. La situation de privation, de conflit ou de désaccord

La situation à l'origine de la lutte était un désaccord entre la communauté vietnamienne et la télévision publique australienne SBS devant la diffusion par cette dernière d'un bulletin d'informations de la télévision publique vietnamienne. En effet, la communauté vietnamienne attendait du gouvernement australien un programme de télévision en langue vietnamienne dont elle était privée depuis longtemps et auquel elle avait droit, comme les 17 autres communautés ethniques du pays avaient le leur, d'autant plus qu'elle formait la quatrième communauté ethnique la plus importante. Le programme auquel elle s'attendait devait, bien sûr, répondre aux critères de communication exigés par l'opinion publique australienne, que sont l'équilibre, l'impartialité et l'indépendance (Nguyen Manh Tien, entretien avec Vo Trieu Son, 6 décembre 2003).

Or, la réalité n'a pas correspondu aux attentes : après une étude pour le choix d'un programme approprié, le gouvernement australien, par l'intermédiaire de sa télévision publique SBS, avait bien diffusé un programme de télévision en langue vietnamienne. Cependant, c'était un programme repris tel quel de la télévision publique du gouvernement communiste vietnamien et produit exprès pour la diaspora vietnamienne (Sydney AFP du 6 décembre 2003 ; ABC du 6 décembre 2003). Ceci pour dire que ce programme était essentiellement une propagande du régime communiste du pays, que plus de 170 000 réfugiés vietnamiens en Australie ont risqué leur vie pour fuir, à cause de la discrimination et du mauvais traitement de ce régime qu'ils avaient subis ou avaient peur de subir. Par ailleurs, ce programme mentait aussi en niant l'existence des prisonniers politiques et religieux au Vietnam (*The Age* du 6 décembre 2003). C'est ainsi que la présidente fédérale de l'Association générale des élèves et étudiants vietnamiens en Australie n'a pas hésité à comparer la diffusion du programme de VTV4 du gouvernement communiste vietnamien destinée à la communauté vietnamienne en Australie à la propagande nazie auprès d'une communauté juive (Tich Lam, entretien avec Huu Nguyen, 1^{er} décembre 2003). Doan Viet Trung, président fédéral de la CVLA a fait une comparaison similaire, en disant que cette diffusion du programme de VTV4 ressemblait à celle d'un programme quotidien en langue juive, prétendu diffusé au service des Juifs et qui reniait l'Holocauste génocide (Huu Nguyen, *Saigon Times*, *Vietbao* du 10 novembre 2003).

Le conflit était ainsi causé par l'outrage perçu par les Vietnamiens non seulement à l'égard d'eux-mêmes, dont un grand nombre étaient victimes ou avaient des proches qui avaient subi des violences et des répressions du régime communiste, mais aussi envers les 500 militaires

australiens qui avaient sacrifié leur vie pour défendre la liberté du Sud-Vietnam. Mais l'offense était également ressentie par des Australiens qui respectaient la liberté et la démocratie et qui ne voulaient pas que les impôts qu'ils avaient versés au gouvernement soient utilisés pour financer une propagande stalinienne d'un des régimes les moins ouverts et les plus répressifs du monde. En effet, ceux qui s'intéressaient au Vietnam n'étaient pas sans savoir que le Vietnam avait été classé au 159^e rang parmi 166 pays quant à la liberté de presse, et que l'arrestation des leaders religieux, des dissidents, de ceux qui luttait pour la liberté et la démocratie au Vietnam était monnaie courante (Greg Sheridan, *The Australian* du 6 novembre 2003).

D'autre part, le conflit venait aussi de la perception qu'avait la communauté vietnamienne face au comportement de la direction de la télévision SBS. En effet, les Vietnamiens ont perçu ce comportement comme une expression de mépris et un manque de responsabilité de la part de cette dernière envers eux. En conséquence, ils ont ressenti une sorte de privation au respect auquel ils avaient droit dans ce pays, qui les avait accueillis en tant que réfugiés politiques du régime communiste et envers qui ils avaient accompli toutes leurs obligations de citoyens (Nguyen Manh Tien, entretien avec Vo Trieu Son, 6 décembre 2003).

Enfin, on peut dire que ce conflit reflétait aussi la volonté féroce de préserver précieusement la liberté que les réfugiés vietnamiens avaient obtenue à des coûts inestimables. En effet, les *boat people* vietnamiens considéraient qu'ils avaient payé de leur sang et de leur vie pour s'échapper de cet « enfer », où toute liberté leur avait été refusée et où ils avaient subi des souffrances atroces. À tout prix, ils devaient empêcher le spectre de cet enfer de les poursuivre jusqu'à « la terre promise » où ils vivaient librement et paisiblement. La résolution d'éloigner tout ce qui leur rappelait cet enfer était manifestée dans cette parole très significative d'un vieillard aux cheveux blancs présent à une des manifestations avec une béquille en bois : « Notre présence massive [à la manifestation] est un vote émis au moyen de vies humaines, de la même façon que nous avons mis en jeu notre vie au défi de la mort pour avoir la liberté aujourd'hui. Nous devons certainement la défendre jusqu'au bout, de notre mieux. » (Lam Huu Xua, *Vietbao* du 8 décembre 2003).

3.2. La construction sociale des schèmes d'interprétation collectifs

Dans cette partie, il s'agit d'établir un cadre explicatif de l'injustice en repérant les éléments de contenu qui constituent le diagnostic et le pronostic de la lutte.

3.2.1. Le diagnostic de la lutte

D'après les initiateurs de la lutte, le problème était bel et bien ce bulletin d'informations *Thoi Su* émis par la télévision publique VTV4 du gouvernement communiste vietnamien. Et ce problème est né avec la retransmission de ce programme de télévision par l'agence de communication australienne SBS à la communauté vietnamienne en Australie. Le sentiment d'injustice ressenti au vu de ce programme était essentiellement une offense à la juste cause et à l'honneur des

Vietnamiens. Par conséquent, il s'agissait d'un conflit plutôt idéologique (Tich Lam, entretien avec Huu Nguyen, 1^{er} décembre 2003).

En effet, les Vietnamiens considéraient ce programme comme une propagande communiste et cette perception les a offensés profondément. Car ils avaient risqué leur vie pour fuir le régime communiste et ne voulaient plus jamais voir les symboles horribles de ce régime, tels que le drapeau rouge, la statue et l'image de Ho Chi Minh (*The Weekend Australian* du 6 décembre 2003). Comme l'a dit le président fédéral de la CVLA, Doan Viet Trung : « La télévision SBS diffuse exactement ce pour quoi nous avons risqué notre vie » (Sydney AFP du 6 décembre 2003). Or, la télévision SBS leur présentait quotidiennement ces vues et images dans leur foyer même, et les Vietnamiens ont ressenti cette action comme une agression et un outrage.

Par ailleurs, le bulletin a causé des dangers émotionnels importants chez certains Vietnamiens. En effet, un certain nombre d'anciennes victimes du régime communiste ont éprouvé des irritations et des douleurs, ainsi que des effets psychologiques en regardant ce programme (*The Daily Telegraph* du 6 décembre 2003). Et un membre de la coalition a estimé qu'un organisme de communication public tel que la télévision SBS devait avoir le sens des responsabilités et n'avait pas le droit d'utiliser l'argent des contribuables pour créer de tels bouleversements dans la société (Nguyen Manh Tien, entretien avec Vo Trieu Son, 6 décembre 2003).

De plus, l'offense était aussi causée par le fait que, en diffusant ce programme, la direction de SBS n'a pas respecté une promesse, exprimée par l'ancien directeur de la télévision SBS dans une lettre adressée à la CVLA en mars 2002, dans laquelle il avait assuré qu'il consulterait la CVLA avant de prendre la décision de diffuser le programme de VTV4 (Nguyen Manh Tien, entretien avec Vo Trieu Son, 6 décembre 2003 ; *The Daily Telegraph* du 6 décembre 2003 ; *The Age* du 6 décembre 2003). D'autre part, après avoir diffusé ce programme et reçu des protestations contre cette émission, le directeur de la télévision SBS a déclaré une parole jugée comme insolente et révélant son manque de responsabilité : « Que ceux qui ne veulent pas regarder ce programme ne fassent pas marcher leurs téléviseurs pendant son temps d'émission » (Tich Lam, entretien avec Huu Nguyen, 1^{er} décembre 2003).

Enfin, comme il n'y avait pas de liberté d'expression au Vietnam, tous les organismes de communication au Vietnam étaient directement contrôlés et dirigés par l'État communiste, c'est pourquoi ils ne répondaient pas aux critères de communication exigés par l'opinion publique australienne, à savoir l'équilibre, l'impartialité et l'indépendance. La communauté vietnamienne a considéré que la télévision SBS ne pouvait pas utiliser l'argent des contribuables, et par conséquent, son argent, pour diffuser un programme de mauvaise qualité en vue de faire de la propagande pour un régime connu pour ses manquements à la liberté, à la démocratie et aux droits humains. Sur ce plan, la communauté vietnamienne s'est sentie doublement offensée, du fait qu'elle n'en avait pas pour son argent et que la télévision SBS a sous-estimé son niveau de jugement (Nguyen Manh Tien, entretien avec Vo Trieu Son, 6 décembre 2003).

3.2.2. Le pronostic de la lutte

Il faut que la télévision SBS supprime immédiatement la diffusion du bulletin d'informations de la télévision vietnamienne VTV4 pour ne plus déshonorer la communauté vietnamienne et lui causer d'émotions inutiles. D'autre part, la télévision SBS doit chercher un programme de remplacement, et ce, parmi les programmes des autres communautés vietnamiennes d'outre-mer, tout en consultant la CVLA, car ce nouveau programme devra être au service de la communauté vietnamienne et répondre à ses besoins (CVLA, Bulletin d'informations du 5 décembre 2003).

Doan Viet Trung, président fédéral de la CVLA, rappelle à l'agence de communication SBS d'être plus prudente dans l'étude des solutions alternatives. Il s'exprime en ces termes : « Quel que soit le programme utilisé par SBS, il doit dire des choses justes, il doit être équilibré, impartial et indépendant. Nous n'avons rien eu qu'un programme qui avait des critères journalistiques très bas. » (Sydney AFP du 6 décembre 2003; ABC du 6 décembre 2003). Doan Viet Trung espère qu'un programme alternatif pourra être trouvé rapidement, mais pas aux dépens de la qualité. Il trouve aussi déplorable que la décision ait mis si longtemps pour être prise. Mais ce fait l'amène à penser qu'il y a un manque de sens commun au niveau des hauts dirigeants de la télévision SBS (ABC du 6 décembre 2003). Par ailleurs, la direction de la télévision SBS doit honorer la promesse faite par un cadre supérieur de SBS selon laquelle les futurs programmes seront seulement diffusés après examen et consultation auprès de la communauté à laquelle ces programmes sont destinés, pour voir s'ils lui seront appropriés (*The Weekend Australian* du 6 décembre 2003).

Enfin, il est important que le Comité de contrôle australien en matière de communication (Australian Broadcasting Authority) mène une enquête sur cette affaire, ne serait-ce que pour éliminer les moindres doutes en ce qui concerne la transparence et l'autonomie de la deuxième agence de communication australienne. Cette enquête pourrait aussi rassurer l'opinion publique en montrant que c'est par pure ignorance que Nigel Milan et la direction de SBS n'ont pas bien accompli leur devoir envers la communauté vietnamienne en particulier, et la population australienne en général. D'autre part, une enquête de l'Assemblée nationale s'avère aussi souhaitable afin de comprendre s'il n'y a pas une quelconque intervention politique dans cette affaire (*Saigon Times*, Vietbao du 13 octobre 2003).

3.3. La constitution et le maintien de l'identité collective

Une des particularités de la communauté vietnamienne en Australie, en comparaison aux autres communautés vietnamiennes de la diaspora, est sa relative homogénéité aux points de vue sociopolitique et idéologique, d'où, un plus grand consensus et une plus grande solidarité (Informateur n°1, courriel du 2 février). En effet, la communauté vietnamienne en France par exemple, regroupe des Vietnamiens qui y sont installés depuis 50 ans, d'autres depuis 30 ans, et d'autres plus récemment. Ceux-ci viennent de différentes couches de la société et adoptent en plus des positions politiques très variées ; par conséquent, ils ne peuvent pas s'unir pour former une communauté solidaire. Cette diversité dans la structure communautaire se retrouve également chez la communauté vietnamienne en Allemagne ou au Canada et au Québec, voire aux États-Unis

(pour ne citer que les pays qui accueillent une communauté vietnamienne assez importante), bien que les facteurs de disparité ne soient pas semblables d'un pays à l'autre. Tandis que la communauté vietnamienne d'Australie regroupe surtout d'anciens Sud-Vietnamiens qui ont fui le pays après la venue des communistes dans le Sud-Vietnam. Ils partagent donc une certaine aversion contre le régime communiste du pays. Ce sentiment commun qui justifie leur existence en Australie constitue certainement le premier lien qui les unit.

D'autre part, fiers de leur civilisation et de leur culture quatre fois millénaire, et de leur identité nationale qui persiste malgré la domination millénaire de la Chine et centenaire de la France, les Vietnamiens restent très rattachés à leur origine et à leur culture, où qu'ils soient. Pour « gérer » et préserver cette identité collective, ils ont institué une organisation, la Communauté des Vietnamiens libres en Australie (CVLA). Cette organisation est présente en Australie dans les cinq provinces : la Nouvelle Galles du Sud, Victoria, l'Australie méridionale, l'Australie occidentale et Queensland, ainsi que dans les deux territoires : le territoire de la capitale et le territoire du Nord. Il y a donc sept comités exécutifs des cinq provinces et des deux territoires, élus par les représentants des associations vietnamiennes et aussi par des membres de la communauté vietnamienne. Tous les deux ans, il y a une assemblée générale au niveau fédéral, qui réunit tous les comités exécutifs des CVLA provinciales. À cette occasion, ceux-ci élisent le comité exécutif de la CVLA au niveau fédéral, ce comité représente officiellement la CVLA auprès des autorités publiques et des médias. Tous les deux mois, le comité exécutif fédéral et les comités exécutifs provinciaux font une téléconférence pour faire des discussions et prendre des décisions en ce qui concerne les problèmes communs de la communauté (Informateur n°1, courriels du 2 février et du 29 février 2004).

Comme les associations vietnamiennes se rattachent toutes à la CVLA, il était relativement facile pour celle-ci d'anticiper les résultats de la lutte et l'aspect collectif des activités était bien pris en considération. Ainsi, avant les manifestations et les campagnes d'opinions et d'appels téléphoniques, les appels à la protestation émanant du représentant de la CVLA ont été tous publiés sur les radios vietnamiennes pendant plusieurs jours et à plusieurs reprises par jour, et dans les journaux vietnamiens, à la une et bien encadrés pour attirer l'attention. Ces médias servaient aussi de forums pour recueillir les opinions de nombreux membres de la communauté. Des tracts d'appel étaient distribués dans tous les bureaux de la CVLA, mais aussi dans des magasins et boutiques, voire dans des bureaux de travail et cabinets de consultation tenus par des Vietnamiens. Des affiches de mobilisation étaient aussi mises dans ces endroits et dans les rues des quartiers où des Vietnamiens vivaient en grand nombre (Informateur n° 1, courriel du 2 mars 2004).

Le maintien de l'identité collective a été aussi concrétisé pendant la lutte par la création d'un site Internet : <http://www.noVCnews.net>, à la fin de 2003. Ce site, défini comme celui de la communauté des Vietnamiens libres en Australie, avait tout d'abord pour but de servir la lutte pour protester, par une campagne d'opinions, contre la transmission par la télévision SBS du programme de VTV4 du gouvernement communiste vietnamien. Après la lutte, ce site continue à fonctionner « pour créer des conditions favorables à la communication par Internet de la communauté vietnamienne en Australie », comme il est mentionné sur ce site. En effet, sur ce site actuellement, à part les articles de toutes sources concernant la lutte passée, il y a des écrits de tous genres (essais, récits, poèmes, commentaires, etc.), qui semblent se diriger vers une plus grande

lutte : celle pour la liberté, la démocratie et le respect des droits humains au Vietnam (<http://www.novcnews.net>).

Un avis a été lancé sur ce site le 11 janvier 2004 pour demander aux Vietnamiens d'envoyer des articles ou des photos concernant la lutte en vue de la publication d'un livre servant à marquer cette lutte et à en mémoriser en détail tous les aspects. Ceux qui répondraient à cet appel le feraient à titre gracieux et l'argent récolté servirait au fonctionnement de la communauté (<http://www.novcnews.net>).

3.4. Les courts-circuits de solidarité

Parmi la communauté vietnamienne en Australie, l'influence contraire à la solidarité pouvait venir des jeunes qui n'avaient jamais connu le régime communiste, ni subi son oppression (<http://www.bbc.co.uk/vietnamese>). Mais ce cas pouvait être minime, car les parents qui avaient fui le régime communiste transmettaient souvent aux enfants, volontairement ou involontairement, leur hostilité contre ce régime. D'autre part, l'aversion pour le régime communiste vietnamien était unanime parmi les Vietnamiens qui se trouvaient dans des associations menant leurs activités au sein de la CVLA. Et comme dans cette lutte, il s'agissait de combattre contre cet « ennemi » commun, les Vietnamiens ne pouvaient pas être divisés mais au contraire se sentaient très unis (<http://vietbao.com>).

Comme la télévision SBS était publique, elle a inspiré une certaine crainte à la coalition. Mais forte de la conviction que sa cause était juste, cette dernière a foncé dans la lutte en sachant qu'elle pourrait rechercher des appuis auprès des autorités politiques et des médias (Informateur n°1, courriel du 6 mars 2004).

Ainsi pour cette communauté vietnamienne en Australie, on ne peut pas vraiment parler d'une influence contraire à la solidarité.

4. LE DÉVELOPPEMENT DE LA LUTTE

Dans cette partie, nous présenterons tout d'abord les opportunités, qui constituent le contexte dans lequel se développe la lutte. Ensuite, nous aborderons le développement de la lutte proprement dit, qui se concrétise par la conduite de la lutte.

4.1. Les opportunités

Les opportunités d'une lutte présentent un caractère essentiellement politique et touchent différents acteurs, dont les principaux sont l'État, les élites, les alliés et certains corps intermédiaires.

4.1.1. L'État

Le système politico-administratif australien montre un haut degré de différenciation, et ce, à deux niveaux : d'abord, entre les secteurs, qui sont très autonomes les uns par rapport aux autres ; ensuite, à l'intérieur d'un même secteur. Ce qui favorise l'influence du mouvement social sur ce système politico-administratif et, par conséquent, l'obtention des concessions (Filieule, 1993). Cette indépendance entre les agences d'État sera illustrée par la phrase suivante du ministre des Communications de l'Opposition, Lindsay Tanner, dans sa lettre adressée au directeur général de SBS, Nigel Milan, le 20 octobre 2003 : « *As you know, I am strongly committed to respecting the editorial independence of SBS. It is vital that Governments, Ministers and Shadow Ministers are not able to interfere in SBS programming decisions.* » (Vietbao du 27 octobre 2003). En effet, SBS, le deuxième réseau de communication national australien, de même que ABC, le premier réseau, bien que publics, sont indépendants et ont leur propre budget. Le gouvernement australien n'intervient en aucune manière dans leur administration, ni dans le contenu des programmes diffusés (Informateur n°1, courriel du 29 mars 2004).

Nous pouvons voir aussi que le système politico-administratif australien présente un haut degré de différenciation à l'intérieur d'un même secteur par le fait que le directeur de la radio SBS, Luu Tuong Quang, ne pouvait pas influencer la décision du directeur de la télévision SBS avant la diffusion du programme en vue d'empêcher cette action, mais pouvait réagir seulement après que le programme avait été émis (CVLA, Bulletin d'informations du 8 novembre 2003).

Nous n'avons pas remarqué la prise en charge de la situation-problème par une agence de l'État avant que ne commence la lutte. Toutefois, aussitôt que la lutte a éclaté et qu'ils ont pris connaissance de l'affaire, des ministres du Gouvernement et des sénateurs ou députés du Parlement, tant du côté du parti au pouvoir que du côté de l'Opposition, sont intervenus en faveur de la communauté vietnamienne. Ainsi, le ministre des Communications de l'Opposition, Lindsay Tanner, a demandé au directeur général de SBS de bien vouloir consulter la communauté

vietnamienne avant de diffuser un programme qui lui était destiné et qui était censé la servir à bon escient : « [...] *I feel that the decision to broadcast VTV4 news raises broader questions about how SBS deals with the communities it seeks to serve. [...] I would urge you to develop a protocol for consulting with communities before decisions of this kind are made. It is vital that community opinion is properly understood and respected.* » (Hoang Tuan, Vietbao du 27 octobre 2003).

Quant au député Michael Hatton, il a exprimé au journal Saigon Times son intérêt pour ce problème en ces termes : « I am concerned about the situation that you have outlined and the affront that this has occasioned to the Vietnamese community in Australia and that fact that Commonwealth monies have been expended to this end. » (Saigon Times, Vietbao du 17 novembre 2003).

Bernie Ripoll, un autre député, a aussi montré son désaccord face à l'attitude de la télévision SBS : « I will be writing to the Chief Executive Officer of the SBS to seek his views on the broadcast of this program and ask him to outline the principles behind that decision and action he intends to take in regards to the concerns of the Vietnamese community in Australia. It is clear to me from the vision statement of the SBS "Uniting and enriching our society by creatively communicating the values, the voices and the visions of multicultural Australia and the contemporary world." that programs that are offensive to the community to which they are directed would be a waste of taxpayers dollars and not meet their cultural requirements. » D'autre part, le député Ripoll a fait savoir qu'il était prêt à rencontrer les responsables de la communauté vietnamienne pour trouver une solution à ce problème (Hoang Tuan, Vietbao du 27 octobre 2003).

Par ailleurs, la prise en charge de la situation-problème par des autorités politiques, sénateurs et députés, a été mise en évidence également par leur présence aux manifestations. On note la participation aux manifestations, entre autres, du sénateur et ministre des Communications de l'Opposition Lindsay Tanner, du sénateur Stephen Conroy et du député Michael Hatton. Ils ont exprimé leur compréhension et leur accord avec la communauté vietnamienne et ont promis de lutter à ses côtés jusqu'à ce que la télévision SBS supprime le programme de VTV4 (Hoang Da, Vietbao du 8 décembre 2003).

Le système politique australien est un système parlementaire démocratique, dans lequel la population de chaque province ou territoire a ses propres représentants. Ces derniers ont le devoir de défendre les intérêts légitimes de la population. Les revendications des Australiens d'origine vietnamienne peuvent donc être présentées et entendues aux parlements fédéral et provinciaux. Ainsi, une semaine après la première émission du bulletin d'informations de VTV4 le 6 octobre 2003, la députée Julia Irwin a déjà officiellement critiqué la direction de SBS au parlement fédéral le 13 octobre 2003. Et les jours suivants, des députés et sénateurs provinciaux et fédéraux ont poursuivi la critique ou questionné SBS sur sa décision de diffuser le programme de VTV4, et ce, à travers le forum parlementaire ou par écrit (Huu Nguyen, Saigon Times, Vietbao du 10 novembre 2003).

Le respect de la liberté et de la démocratie de la société australienne s'est traduit également par le soutien accordé à la communauté vietnamienne par la police et les médias australiens, notamment de l'agence nationale de télévision et de radio ABC. C'est ce respect de la liberté et de la

démocratie, concrétisé par cet appui des autorités politiques, des agences d'État et des médias australiens, qui a entraîné la participation massive des Vietnamiens aux manifestations car ils étaient convaincus de leur juste cause dans cette lutte contre la télévision SBS (Huu Nguyen, *Saigon Times*, Vietbao du 10 novembre 2003).

L'ouverture du système politique australien a été également soulignée par le ministre de la Citoyenneté et des Affaires multiculturelles, Gary Hardgrave, dans son communiqué de presse du 29 octobre, un jour après la première manifestation des Vietnamiens devant le siège de SBS à Sydney. Celui-ci a fait savoir qu'à travers la négociation et l'organisation d'une manifestation non violente, les revendications de la communauté vietnamienne ont été écoutées et satisfaites par les responsables. Il a ensuite souligné qu'il était bien dans les traditions de l'Australie de dialoguer pour résoudre les différences, et ce, par « des méthodes édifiantes » (Huu Nguyen, *Saigon Times*, Vietbao du 10 novembre 2003).

L'attitude du député Michael Organ indique aussi que le système politique australien est très ouvert. Ainsi, Michael Organ reconnaissait que des membres de la communauté vietnamienne pourraient se sentir offensés par un bulletin d'informations qui était réalisé par une agence du gouvernement vietnamien. Cependant, il pensait que l'interdiction de diffuser ce programme allait à l'encontre de la liberté d'expression et d'opinion, et pourrait être considérée comme une forme de censure (Hoang Tuan, Vietbao du 27 octobre 2003).

Un autre fait pouvant révéler aussi le caractère ouvert du système politique australien. Le 3 novembre 2003, au Sénat, a eu lieu une séance de travail entre le Comité d'estimation du budget du Sénat avec les agences publiques de communication, dont le réseau SBS. Sensibilisés par la coalition, pendant une heure et vingt minutes, plusieurs sénateurs membres de ce comité, dont Stephen Conroy, Tsebin Tchen et Santo Santoro ont questionné et critiqué sans ménagement Nigel Milan, le directeur général de SBS (CVLA, Bulletin d'informations du 8 novembre 2003). Voici des exemples de questions auxquelles Nigel Milan devait répondre : « Savez-vous que la communauté vietnamienne est une communauté de réfugiés ? Savez-vous ce que c'est d'être réfugié ? Des personnes qui avaient quitté leur famille, leur patrie pour s'aventurer dans une vie d'exil ont-elles jamais souhaité de revoir les images de ce régime cruel qui les avait obligées de partir et qui reste encore cruel aujourd'hui ? Comment les impôts des citoyens doivent-ils les servir ? » (*Saigon Times*, Vietbao du 18 décembre 2003).

Quant à la capacité du gouvernement à initier des politiques publiques, elle est illustrée par le fait que le directeur général de SBS a exprimé ses excuses auprès de la communauté vietnamienne pour ne pas l'avoir consultée avant de diffuser ce programme qui a suscité tant de mécontentements, et que SBS allait revoir ses politiques en ce qui concerne la diffusion des émissions en langue étrangère dans le cadre du programme *WorldWatch* de la télévision SBS. Désormais, des critères tels que le nombre des membres d'une communauté ethnique donnée, ou le choix d'un programme produit par le pays originaire de la langue dans laquelle ce programme est diffusé, ne sont plus pris en compte en premier dans les politiques de SBS. Par contre, SBS accordera une plus grande importance à la consultation de la communauté ethnique à laquelle le programme est destiné, à l'approbation de la majorité de cette communauté pour ce programme et

à la satisfaction des besoins particuliers de cette communauté à travers ce programme (Nguyen Manh Tien, entretien avec Vo Trieu Son, 6 décembre 2003).

4.1.2. Les élites

Du côté des élites, il n'y a pas eu de division et toutes ont approuvé la protestation comme Hoang Da (Vietbao du 8 décembre 2003) nous a rapporté : « Plusieurs membres de la communauté, des experts, étudiants et personnes âgées aux représentants religieux, ont exprimé leurs points de vue et demandé à SBS de mettre fin au programme de VTV4. Tout le monde, jeunes et vieux, hommes et femmes, voire des autorités politiques, a partagé la même opinion selon laquelle SBS avait une attitude trop méprisante et provocante en diffusant le programme de VTV4 sans avoir consulté la communauté, et en violant ses engagements. » Ainsi, cette lutte a eu l'appui de toutes les élites, intellectuelles, politiques, aussi bien que religieuses. Et comme les Vietnamiens conservaient encore un esprit très clérical, l'engagement ainsi que l'exhortation des élites de différentes religions : catholique, bouddhiste, caodaïste, hoahaoïste¹⁰, ont fortement motivé les Vietnamiens dans leur participation à la lutte (*Saigon Times*, Vietbao du 18 décembre 2003).

D'autre part, on peut dire que cette lutte a été menée par des élites mêmes. En effet, les responsables de la CVLA ont tous des positions élevées, ils étaient d'un même accord pour mener la lutte et ils ont pu allier les élites du pays à leur cause (Informateur n°1, courriel du 6 mars 2004). De nombreuses élites vietnamiennes du monde entier leur ont exprimé leur soutien. Et c'est sans doute grâce à leur compétence en tant qu'élites, qu'ils ont su si bien définir les stratégies, mettre en œuvre les tactiques, mobiliser les ressources, pour conduire la lutte à la victoire finale.

4.1.3. Les alliés

La lutte de la communauté vietnamienne en Australie contre la diffusion du programme de VTV4 produit par le gouvernement vietnamien a reçu un soutien considérable des groupes politiques et sociaux institutionnalisés. Ainsi, la communauté vietnamienne a été soutenue dans sa lutte par des organisations des anciens militaires australiens aux niveaux fédéral et provincial, des organisations des anciens combattants australiens au Vietnam de différents échelons, et notamment par la FECCA (Federation of Ethnic Communities Council of Australia). Le président de la FECCA, Abd Malak, dans un communiqué de presse en date du 21 octobre 2003, a critiqué rudement la télévision SBS pour ne pas avoir écouté les demandes légitimes des communautés, dont la communauté vietnamienne : « *FECCA is most concerned that the board of management is losing touch with its ethnic audience. An example of this worrying trend is the manner in which the concerns of the Vietnamese community about communist propaganda broadcasts on SBS Television have been dismissed by SBS management.* » (Hoang Tuan, Vietbao du 27 octobre 2003).

¹⁰ Ces deux dernières religions sont d'origine sud-vietnamienne et comptent un assez grand nombre d'adeptes.

Par ailleurs, comme nous l'avons vu dans les parties antérieures, la présence massive de nombreux alliés ou groupes de soutien dans cette lutte est indéniable : des ministres du gouvernement australien, des sénateurs et députés des différents partis politiques, le conseil d'administration de la télévision SBS, le directeur de la radio SBS et les deux équipes de la section vietnamienne de la radio SBS de Sydney et de Melbourne, l'ensemble des médias vietnamiens en Australie, des Australiens, amis des membres de la communauté vietnamienne, notamment le Syndicat et l'Association des anciens combattants australiens au Vietnam, des Vietnamiens du pays ou d'outre-mer, etc. (<http://www.novcnews.net>).

Enfin, le soutien à la communauté vietnamienne est aussi révélé par l'augmentation rapide des services sociaux auprès des victimes vietnamiennes ayant subi des traumatismes psychologiques causés par ce programme de VTV4. Une autre preuve en est l'invasion massive de toutes parts des appels téléphoniques, lettres, courriels de protestation au siège social de SBS avec ce message unique : la demande de suppression du programme de VTV4, et ce, par des non-Vietnamiens (*Saigon Times*, Vietbao du 18 décembre 2003).

4.1.4. Les corps intermédiaires

Il est incontestable que les médias ont beaucoup contribué à la réussite de la lutte de la communauté vietnamienne contre la diffusion du programme de VTV4.

Tout d'abord, il faut parler des médias vietnamiens. Pendant tous ces deux mois de lutte, tous les journaux, magazines et radios vietnamiens en Australie ont été mobilisés au maximum¹¹. Ainsi, ont foisonné sur les médias des commentaires, des discussions, des témoignages, ainsi que des articles, poèmes, voire épopées, appelant à la fierté nationale, à l'amour de la liberté et de la démocratie, et au refus de la propagande communiste (*Saigon Times*, Vietbao du 18 décembre 2003). Les médias ont joué parfois un rôle qui dépassait même celui de fournir des informations. Ainsi, le journal *Saigon Times* a pris l'initiative d'adresser des courriels à de nombreux sénateurs et députés australiens, tant fédéraux que provinciaux, ainsi qu'aux différentes associations australiennes sympathisantes, pour les sensibiliser à la cause de la communauté vietnamienne (Hoang Tuan, Vietbao du 27 octobre 2003). Cette action non habituelle des médias mise à part, toute cette campagne médiatique servait essentiellement à faire bouillir l'ardeur de la communauté vietnamienne. Elle était donc favorable à la lutte dans le sens qu'elle mobilisait les membres de la communauté et les incitait à s'engager dans la lutte. Cependant, les médias vietnamiens en Australie pouvaient être considérés comme de simples moyens internes au service de la lutte. Il faut donc voir du côté des médias australiens pour pouvoir dire si les corps intermédiaires étaient vraiment favorables à la lutte ou non.

Parmi les agences de communication qui ont diffusé des informations sur le débat entre la communauté vietnamienne et la direction de la télévision SBS, on peut citer les télévisions SBS, ABC, n°7, n°9 ; les radios ABC, National Radio, 2GB, 2UE, 3AK ; les journaux *The Age*, *The*

¹¹ En Australie, il y a trois radios vietnamiennes. Quant à la presse vietnamienne, à Sydney, il y a un journal, un magazine bi-hebdomadaire et trois hebdomadaires ; à Melbourne, il y a un journal et trois magazines (Informateur n° 1, courriel du 15 avril 2004).

Australian, Sydney Morning Herald, The Herald Sun, The Daily Telegraph, etc. À part les nouvelles diffusées dans tous les médias, on remarque que sur les radios, il y avait surtout des entretiens avec les organisateurs de la lutte, ou des témoignages des manifestants (*Saigon Times*, Vietbao du 17 novembre 2003).

Tandis que dans les journaux, des journalistes australiens chevronnés ont publié de nombreux articles de grande valeur pour défendre la communauté vietnamienne, avec des messages convaincants s'appuyant tant sur des sentiments humanitaires que sur des arguments perspicaces. Certains articles ont mentionné que l'Australie qui, par humanité, avait sauvé des réfugiés vietnamiens des bateaux de fortune, ne devait pas leur faire revivre des cauchemars qui les avaient troublés, ainsi que leurs enfants. D'autres articles ont parlé de l'intégration stable et harmonieuse des Vietnamiens à la société australienne et ont demandé que leur contribution soit bien récompensée. D'autres encore ont critiqué que l'action du directeur général Nagel Milan laisserait une trace déshonorante au réseau de télévision SBS et ont demandé résolument à la télévision SBS de satisfaire les aspirations des citoyens et de ne pas utiliser les impôts de manière incongrue et inconsidérée (Thuy Lan, VNN, Vietbao du 18 décembre 2003).

Il faut souligner en particulier un article intitulé « *An insult to our original boat people* » du journaliste Greg Sheridan, publié le 6 novembre 2003 dans le journal *The Australian*. Cet article a suscité une grande émotion chez les lecteurs, notamment vietnamiens. En effet, la personne de Greg Sheridan a joué aussi un grand rôle dans ce succès. Il est l'éditeur responsable des pays étrangers du journal *The Australian*, le seul journal australien diffusé dans tout le pays, et il est aussi un commentateur d'événements le plus perspicace d'Australie. D'autre part, au cours de son étude sur le drame des *boat people* vietnamiens, il a pu écouter des centaines de témoignages de ces *boat people* et par conséquent il comprend parfaitement la nature du régime communiste (*Saigon Times*, Vietbao du 17 novembre 2003).

Par ailleurs, le matin du 30 octobre 2003, soit deux jours après la manifestation du 28 octobre 2003 de plus de 5 000 Vietnamiens devant le siège social de SBS pour demander la suppression du programme de VTV4 du gouvernement communiste vietnamien, est apparue dans la presse australienne une nouvelle ayant pour titre : « Monsieur le ministre a fait des éloges à la communauté vietnamienne et SBS pour leur discussion ». Cette nouvelle a rapporté que le ministre de la Citoyenneté et des Affaires multiculturelles, Garry Hardgrave, a fait savoir qu'il a gardé une bonne impression de la manifestation. Il a déclaré : « C'est une protestation significative, disciplinée et pacifique, et les manifestants, en quittant le lieu de la manifestation, l'ont laissé dans le même état où ils l'avaient trouvé à leur arrivée. Je voudrais féliciter les organisateurs de leur civisme poussé. [...] . Je suis très content de voir SBS corriger la situation [...]. Je crois que nous avons pu tirer une leçon de cette affaire. » (Nguyen Minh Tung, Vietbao du 3 novembre 2003).

De plus, une heureuse coïncidence a éveillé la conscience des Australiens en général, et des médias australiens en particulier. La télévision publique nationale ABC a diffusé le soir même de la manifestation du 28 octobre 2003 un reportage sur le Vietnam. Dans ce programme, le journaliste Evan Williams a mis en évidence la réalité qui se passait réellement au Vietnam. D'un côté, il montrait l'image des dissidents politiques vietnamiens, en prison ou en résidence surveillée. De l'autre côté, c'était une représentante du gouvernement vietnamien, Nguyen Thi

Hong Ngat, responsable de la censure, qui affirmait que le gouvernement ne mettait jamais quelqu'un en prison ou en résidence surveillée pour divergence d'opinions. Et à la question posée par le journaliste : « Alors, pour quelles raisons toutes ces personnes, parmi les 160 recensées comme dissidentes, étaient en prison ou en résidence surveillée ? », Nguyen Thi Hong Ngat a répondu sans vergogne : « Un proverbe vietnamien a dit : *Un enfant ne blâme pas ses parents pauvres*, c'est pourquoi, suivant la culture vietnamienne, le citoyen ne doit pas blâmer le gouvernement, mais doit travailler avec lui. » Elle a aussi confirmé que toute information et toute activité dans le domaine de la communication devaient être censurées et pourraient être publiées seulement si elles étaient jugées favorables au gouvernement. Ce reportage de la télévision ABC fut une démonstration éloquentes à l'opinion publique australienne en général, et à la télévision SBS en particulier, que le programme VTV4 n'était qu'un outil de propagande du gouvernement communiste vietnamien. Il a aussi contribué à chauffer l'ardeur de la communauté vietnamienne dans sa lutte contre la télévision SBS (Nguyen Minh Tung, Vietbao du 3 novembre 2003).

En outre, la manifestation du 28 octobre avec environ 5 000 manifestants a impressionné énormément le monde médiatique australien. Ainsi, la plupart des médias australiens, sensibilisés par la coalition, ont annoncé l'information au sujet de la protestation de la communauté vietnamienne contre la télévision SBS, et un certain nombre d'entre eux, dans leurs commentaires ont critiqué la décision de la télévision SBS de diffuser le programme VTV4 du gouvernement communiste vietnamien. D'habitude, les remarques négatives étaient formulées de manière modérée, mais dans ce cas, les commentateurs ont fait des critiques particulièrement virulentes à l'égard de la télévision SBS. Il faut noter, entre autres, les commentaires des journaux *Herald Sun* du 7 novembre 2003, *The Australian* du 6 novembre 2003, *The Age* du 4 novembre 2003, et *Sydney Morning Herald* du 4 novembre 2003. Des blâmes envers la télévision SBS ont été également émis par les radios 3AK le 20 octobre 2003, 2UE le 24 octobre 2003, et 2GB le 28 octobre 2003 (Saigon Times, Vietbao du 17 novembre 2003).

Après la grande manifestation du 2 décembre devant le siège social de SBS à Sydney, qui regroupait environ 12 000 personnes, il restait trois jours avant que SBS n'arrête sa décision. Les médias australiens ont rapporté le grand événement dans tous ses détails et ont demandé à la direction de SBS de cesser immédiatement la diffusion du programme de VTV4, si elle ne voulait pas voir des réactions plus violentes de la communauté vietnamienne. Quant aux médias vietnamiens, ils ont mis continuellement à jour les nouvelles concernant la lutte et n'ont cessé d'encourager la communauté vietnamienne pour que celle-ci garde toujours cette ardeur pour la lutte (Thuy Lan, VNN, 6 décembre 2003).

En opposition à ce grand volume médiatique, il y avait juste un article exprimant l'approbation vis-à-vis du programme vietnamien retransmis par la télévision SBS, diffusé par un Australien d'origine vietnamienne sur Internet. Après la lutte, celui-ci a rédigé quelques articles sous forme de lettres à l'éditeur pour manifester son désaccord avec la communauté vietnamienne, mais ces articles ont été publiés dans des journaux locaux sans importance et n'avaient aucun impact (Informateur n°1, courriel du 7 mars 2004 ; Frank Trinh, 6 novembre 2003).

4.2. La conduite de la lutte

En ce qui concerne la conduite de la lutte, il faut prendre en compte les facteurs suivants : les éléments de calcul rationnel, l'information, les ressources, la stratégie et la concurrence avec d'autres organisations.

4.2.1. Les éléments de calcul rationnel

Vanommeslaghe (1998 : 294) a conclu que, dans son cas à l'étude, « la logique individuelle fut supplantée par une logique de groupe, et assimiler la participation des individus à un calcul de type coûts/bénéfices ne présente guère de pertinence ». Nous pensons que cette remarque peut être aussi appliquée à la lutte des Vietnamiens contre le programme de télévision de VTV4. En effet, comme l'a suggéré Vanommeslaghe (*ibid.*) quand elle mentionnait d'autres raisons de mobilisation possibles, dans notre cas, c'est plutôt la volonté de s'affirmer et de se faire reconnaître comme étant une communauté anti-communiste qui a mobilisé les ressources humaines. Car, à bien considérer, si le bénéfice avait été juste la suppression d'un programme de télévision qu'ils ne voulaient pas regarder et le remplacement de ce programme par un autre qui leur conviendrait mieux, toutes les énergies et coûts dépensés, en temps et en ressources, auraient dépassé de manière dérisoire le gain acquis. Ainsi, nous ne pouvons pas relever de phénomènes ou de verbalisations permettant de déterminer si le rapport entre les coûts et les énergies que les personnes investissent, d'une part, et ce qu'elles comptent en retirer, d'autre part, mérite, de leur point de vue, qu'elles s'engagent dans l'action.

4.2.2. L'information

Comme nous l'avons vu dans la partie concernant les corps intermédiaires, les médias australiens ont procédé à une couverture favorable à la lutte. De nombreux articles et émissions télévisées ou radiophoniques, sous différentes formes, ont défendu la cause des Vietnamiens et les ont soutenus dans la lutte, tout en présentant à l'opinion publique le vrai visage du gouvernement communiste vietnamien, l'opposant principal vers lequel se dirigeait la lutte.

Quant aux médias vietnamiens en Australie, il va sans dire qu'ils s'engageaient activement dans la lutte, car il s'agissait d'une lutte de leur communauté. Ils ont pris l'initiative de mobiliser eux-mêmes les ressources humaines, aussi bien que financières et matérielles. Ils ont aussi orienté les réflexions et les actions de la base sociale en faveur de la lutte (*Saigon Times*, Vietbao du 24 novembre 2003).

La coalition utilisait essentiellement les médias vietnamiens pour mobiliser la base sociale, notamment les trois radios privées, qui se sont impliquées avec ardeur à la lutte. Les appels de la coalition aux manifestations étaient publiés à la une, et bien mis en vedette dans la presse ; en même temps, ils étaient lancés de manière répétitive sur la radio. C'était aussi par la radio que la

coalition exhortait les Vietnamiens à signer la pétition et à encourager les autres à le faire, ou à faire des appels téléphoniques de protestation à la télévision SBS. La coalition expliquait aussi à la base sociale, sur les radios, ce qu'il était opportun de faire ou de ne pas faire à telle ou telle étape de la lutte, tantôt l'incitant à l'action, tantôt tempérant son zèle. Par exemple, la base sociale, poussée par l'ardeur générée suite au rassemblement massif et solidaire de la première manifestation, a voulu organiser une autre manifestation devant le siège social de SBS pour soutenir la coalition le jour où celle-ci rencontrerait le comité consultatif de SBS, soit le 17 novembre 2003. Mais le meneur de lutte principal a dû calmer un peu cette ferveur de la base sociale, en lui expliquant que cette manifestation n'était pas nécessaire et opportune en cette circonstance (Informateur n°1, courriel du 2 mars 2004).

Avec cette bonne stratégie d'information interne, la base sociale était mieux informée et, de ce fait, a mieux participé à la lutte. À notre avis, les médias ont servi merveilleusement l'information dans cette lutte et ont contribué ainsi pour une large part à la réussite de la lutte.

4.2.3. Les ressources

Dans cette lutte, l'accès et le contrôle aux différentes ressources nécessaires à l'action collective semblent être très favorisés.

Pour réunir les ressources, la coalition et la base sociale se sont donné une forme d'organisation loin d'être minimale ; le directeur général de SBS, la partie adverse, devait même le reconnaître. D'après lui, la campagne de protestation a été « très bien organisée », de sorte qu'il soupçonnait même que le nombre d'appels téléphoniques et de courriels de protestation, et notamment de formulaires de protestation coupés dans le journal qu'il a reçus aurait été truqué, dans le sens que chaque personne aurait fait plusieurs appels téléphoniques ou envoyé plusieurs courriels à la fois (Huu Nguyen, *Saigon Times*, Vietbao du 10 novembre 2003). En effet, la coalition et la base sociale ont pu profiter de la structure d'organisation existante de la CVLA, organisation de la Communauté des Vietnamiens libres en Australie, qui couvrait toutes les régions du pays et qui regroupait de manière solidaire la grande majorité des Vietnamiens de tout âge, religion et profession en Australie. Ainsi, la coalition était sans aucun doute le comité exécutif même de la CVLA au niveau fédéral. Comme celui-ci avait déjà l'habitude de coordonner toutes les activités collectives de la communauté vietnamienne, la mobilisation des ressources était vraiment chose facile pour la coalition.

Par ailleurs, l'identité collective, c'est-à-dire l'origine vietnamienne, l'amour de la liberté et de la démocratie, la haine pour l'ennemi commun, à savoir le régime communiste vietnamien, la croyance en leur cause, tous ces facteurs idéologiques suffisaient déjà à rassembler de grandes ressources humaines. À ces valeurs sont venus aussi s'ajouter les sentiments d'être lésé dans ses droits et de ne pas être respecté dans ses identités de réfugié, de citoyen et de contribuable, et ce, dans un fort sentiment d'appartenance à une communauté fière de sa riche culture. Tous ces facteurs ont contribué à rassembler sans difficulté de grandes ressources humaines dans cette lutte.

Quelque 5 000 manifestants à la première manifestation et 12 000 à la deuxième manifestation à Sydney, ainsi que plus de 4 000 à la manifestation à Melbourne, le prouvent bien. Que ce soit à Sydney ou à Melbourne, on n'a jamais assisté à des manifestations d'une taille aussi grande. Notamment la deuxième manifestation à Sydney, avec quelque 12 000 personnes, a fortement impressionné les autorités publiques, les hommes politiques et les médias, et, en général, les Australiens. Ce nombre de 12 000 manifestants a été estimé selon le nombre de drapeaux distribués. Quand les 7 000 drapeaux prévus avaient été tous distribués, les manifestants sortaient encore des trains bondés par vagues successives et se ruaient vers le lieu de la manifestation. Et finalement le nombre de ceux qui n'avaient pas de drapeaux égalait celui des personnes qui tenaient un drapeau à la main. Par ailleurs, on a vu participer à ces manifestations des personnes âgées, des jeunes, des enfants, voire des personnes en chaise roulante ou de jeunes mamans emmenant leurs bébés dans des poussettes. Des députés et sénateurs australiens se sont joints aussi aux manifestants vietnamiens (Thuy Lan, VNN, Vietbao du 18 décembre 2003).

Il faut donc dire que les conditions favorables à la mobilisation sont déjà présentes de façon latente dans cette communauté vietnamienne en Australie, les capacités de recrutement de la coalition consistent tout d'abord, par la création de la CVLA et de son réseau associatif, à garder toujours brûlant ce feu caché, et ensuite le tisonner quand l'occasion l'exige. D'ailleurs, le comité exécutif de la CVLA a l'expérience d'organiser au moins une fois par an des manifestations contre le gouvernement communiste du Vietnam devant son ambassade à Canberra en Australie aux environs du 30 avril, date commémorative du jour où le Vietnam entier est tombé dans les mains du régime communiste en 1975¹². Mais à cette occasion, le nombre de manifestants était aux environs de 1 000 personnes. Le comité exécutif de la CVLA a organisé aussi occasionnellement des manifestations contre des hauts fonctionnaires en mission ou des troupes d'artistes en tournée qui venaient du Vietnam, avec un nombre moindre de manifestants (Informateur n°1, courriels du 15 et 19 avril 2004).

Nous pouvons apprécier la robustesse de la mobilisation des ressources, en particulier à travers les faits qui ont eu lieu à la manifestation du 2 décembre à Sydney. Les organisateurs ont prévu de commencer la manifestation à 11 heures pour la terminer à 13 heures. Mais, de bonne heure le matin, les manifestants se sont déjà mis en route « pour être sûrs d'arriver à l'heure », afin de pouvoir vivre ce moment historique, comme un jeune l'a dit : « *I want to live the momentum* ». D'autres préféraient venir tôt au lieu de la manifestation « en vue de se délecter du spectacle de l'afflux massif des manifestants ». À la station de train de Cabramatta, quartier où se regroupait le plus grand nombre d'immigrants vietnamiens, plus de 5 000 billets de train pour St Leonard's¹³ ont été vendus avant 9 heures 30 du matin, chose jamais vue auparavant, aux dires de l'employé qui vendait les billets. Ainsi, à 10 heures, on a déjà vu devant le siège social de SBS une foule aussi nombreuse qu'à la première manifestation, soit aux alentours de 5 000 personnes. Ensuite, toutes les dix minutes, cette foule s'est agrandie de 1 000 personnes environ. À l'heure d'ouverture officielle de la manifestation, à 11 heures, le nombre de manifestants s'est élevé à quelque 12 000 personnes. Ils se rangeaient serrés sur une étendue de 200 mètres, en chantant avec ferveur des

¹² La communauté vietnamienne en Australie est la seule de la diaspora vietnamienne à garder cette tradition (Informateur n° 1, courriel du 15 avril 2004).

¹³ Il y a une heure de train entre Cabramatta et St Leonard's, station qui se trouve à 700 mètres du siège social de SBS. Celui-ci se situe dans un quartier où le parking est difficile et dont l'accès oblige à passer par plusieurs rues avec des embouteillages fréquents. Ainsi, parmi les 12 000 manifestants, au moins 11 500 ont pris le train pour venir à la manifestation (Thuy Lan, VNN, 6 décembre 2003).

hymnes patriotiques, et en faisant avec fureur des tollés contre le réseau SBS et le programme de télévision du gouvernement communiste vietnamien (Thuy Lan, VNN, 6 décembre 2003).

Et dire que c'était un mardi¹⁴, jour de travail, la météorologie a annoncé en plus qu'il y aurait une averse, et, effectivement, le ciel le confirmait. Cependant, comme l'a dit un auditeur à la radio le jour précédent dans un programme d'entretien direct : « Qu'il fasse beau ou mauvais, c'est l'affaire du temps, mais la manifestation, c'est l'affaire des Vietnamiens. » (Thuy Lan, VNN, 6 décembre 2003). Toutefois, le ciel couvert de nuages noirs a empêché la réalisation d'une protestation avec cette phrase : « *No Vietnamese communist news on SBS* », écrite en fumée dans le ciel, par un avion loué au prix de 30 000 dollars australiens¹⁵ par la Communauté catholique vietnamienne (CCV). Tout en annonçant ce contretemps, le président de la CCV a déclaré : « Si après cette manifestation, SBS ne nous écoutait pas, nous manifesterions encore, et cette fois, ce seraient deux avions qui cracheraient en fumée cette phrase. » (Thuy Lan, VNN, 6 décembre 2003).

Ce fait montre aussi que brûlées d'un ardent désir d'être satisfaites pour leurs revendications, la coalition et la base sociale n'ont pas lésiné sur les ressources matérielles et financières, voire humaines, mises à la disposition de la lutte. Le matin du jour de cette deuxième manifestation, les rues du quartier Cabramatta étaient désertes. En effet, des commerçants ont fermé leurs boutiques pour permettre à eux-mêmes, ainsi qu'à leurs employés, de participer à la manifestation. Pour honorer leurs contrats tout en pouvant être présents à la manifestation, des sous-traitants en confection de vêtements et leurs ouvriers, dont le nombre s'élevait à des dizaines, ont passé toute la nuit à parfaire la commande. Dans d'autres quartiers où les Vietnamiens vivaient nombreux, tels que Bankstown, Marrickville, Lakemba, Granville, etc, les cabinets de médecins, d'avocats étaient aussi fermés. Quant aux employés travaillant dans des établissements publics ou pour des patrons australiens, ils ont pris un jour de congé. Même les étudiants et élèves ont demandé un jour d'absence. Il est certain que tous les médias vietnamiens étaient aussi présents, eux, dont les ressources mises au profit de la lutte n'étaient nullement négligeables. Tout le monde brûlait d'un désir fébrile de prendre part à la manifestation. En particulier, ceux qui vivaient à Sydney, en voyant d'autres Vietnamiens venant des villes et provinces éloignées se joindre à la manifestation, étaient plus incités à y participer (Thuy Lan, VNN, 6 décembre 2003).

Enfin, voici le dernier fait de la deuxième manifestation à Sydney qui montre que les ressources humaines étaient hautement mobilisées. En pleine manifestation, il est tombé une averse de pluie. Toutefois, prévoyant cette averse, la plupart des manifestants s'étaient équipés d'un parapluie, et celle-ci n'avait l'air d'ébranler le moral d'aucun manifestant. Au contraire, le tonus s'élevait graduellement, d'autant plus que sur la scène, sans abri, ni parapluie, les organisateurs, tout trempés, continuaient d'animer la manifestation, donnant ainsi l'« exemple » aux manifestants. L'un d'entre eux a encouragé la foule en disant : « Si aujourd'hui nous devons prendre un bain de pluie, ça vaut vraiment la peine, nous sommes résolus à obtenir le résultat final. » Enfin est venue l'heure de clôture de la manifestation, soit à une heure de l'après-midi, les manifestants étaient

¹⁴ Des membres de la base sociale ont proposé d'organiser la manifestation pendant la fin de semaine pour mobiliser plus de manifestants, mais la coalition a choisi ce jour car les dirigeants de l'agence SBS ne venaient pas au bureau la fin de semaine (*Saigon Times*, Vietbao du 24 novembre 2003).

¹⁵ Soit à peu près la même somme en dollars canadiens.

encore en train de crier des slogans, et dans cette foule serrée à l'extrême, ils n'ont pas bougé d'un seul pouce pour se quitter. La manifestation s'est prolongée ainsi presque d'une heure avant que les manifestants ne se dispersent dans la colère et la résolution de chacun (Thuy Lan, VNN, 6 décembre 2003).

La conférence de presse des représentants de 51 associations de jeunes à l'Assemblée nationale fédérale, qui sert de tribune pour que ceux-ci puissent exprimer leurs points de vue, est une autre preuve de la mobilisation efficace des ressources. Des députés et sénateurs, tant du parti au pouvoir, de l'Opposition que des autres partis, sont aussi venus soutenir ces jeunes pendant la conférence de presse. Le monde politique et le monde médiatique ont dû admettre qu'il s'agissait d'un événement « jamais vu » en Australie, et que jamais un groupe de jeunes n'avaient protesté de manière aussi organisée et convaincante. Cette protestation a aussi suscité l'admiration d'autres communautés ethniques qui y ont assisté, en particulier la communauté juive, qui disait qu'elle partageait la souffrance de la communauté vietnamienne. Car les Juifs comprenaient que le programme de VTV4 était pour les Vietnamiens exactement comme serait pour eux le programme en langue juive défendant Hitler et les chambres à gaz nocif qui avaient tué des millions de Juifs (Thuy Lan, VNN, 6 décembre 2003).

Nous venons de voir l'attitude d'un groupe extérieur en faveur de l'organisation. Voici encore quelques exemples qui montrent comment cette attitude des autres groupes a aidé l'organisation à avoir accès à des ressources.

Le jour de la deuxième manifestation à Sydney, nous l'avons déjà mentionné, à la station Cabramatta, vers 9 heures 30, il n'y avait plus de billets de trains pour St Leonard's, station près du lieu de la manifestation, l'employé au guichet de vente de billets a donc offert à ceux qui venaient après de prendre le train gratuitement et les a même rassurés en ces termes : « Quand le contrôleur à St Leonard's vous demande vos billets, dites-lui qu'il n'y a plus de billets à Cabramatta. Nous en assumons la responsabilité. C'est du jamais vu ! » Puis il a ajouté : « Bonne chance ! Bonne chance ! Vous allez gagner ! » Il y avait aussi des Australiens qui prenaient le même train, quand ils ont entendu expliquer que les Vietnamiens voulaient manifester contre la télévision SBS, parce que celle-ci leur diffusait des informations d'un gouvernement à cause duquel ils avaient risqué leur vie pour venir se réfugier en Australie, ils ont exprimé sincèrement leur compréhension et ont fait cette remarque : « SBS est bien stupide ! Pourquoi diffuse-t-elle un programme que les spectateurs visés ne veulent pas regarder ? »

À la station St Leonard's, il y avait un tel afflux de passagers que les employés ne pouvaient pas contrôler les billets. Mais il n'en était rien, ils ont ouvert toutes grandes les portes pour laisser passer les manifestants qui affluaient par vagues successives, tout en leur souhaitant joyeusement : « *Good luck ! Good luck ! We are with you !* ». Car, à travers les médias, les Australiens les plus indifférents ont appris cette lutte de la communauté vietnamienne contre la télévision SBS à cause d'un programme diffusé quotidiennement qui lui rappelait un mauvais souvenir.

Enfin, au siège social même de SBS, bien que l'architecture de l'immeuble soit favorable à une manifestation, les agents de sécurité l'étaient bien moins. En effet, l'immeuble commence par un passage de 4 mètres de large et de 20 mètres de long, qui a une surface parfaitement plane et qui

est surélevé de 2 mètres environ par rapport à la chaussée. Lors de la première manifestation devant le siège social de SBS, le comité organisateur avait pu utiliser ce passage comme scène à ciel ouvert. Toutefois, pour la deuxième manifestation, les agents de sécurité n'ont plus laissé ce passage à la disposition du comité organisateur et ont mis des barrières autour, en disant qu'il appartenait à la propriété privée de SBS. Mais, finalement, un membre du comité organisateur a pu convaincre les agents de sécurité en leur disant : « Aujourd'hui le nombre de manifestants est imprévisible, ça peut s'élever à 10 000 personnes. Alors, si nous n'avions pas un endroit surélevé, d'où nous pouvons avoir une vue englobant toute la foule, et que s'il arrivait une trouble, comment pourrions-nous la maîtriser à temps ? » C'est ainsi que la coalition a pu même bénéficier de l'avantage d'une ressource matérielle appartenant au « camp ennemi » (Thuy Lan, VNN, 6 décembre 2003).

Dans la partie sur les corps intermédiaires, nous avons déjà vu que les messages des médias étaient favorables à la lutte, et ainsi nous comprenons que le réseau de communication est certainement efficace pour la lutte. D'une part, le réseau de communication australien a sensibilisé l'opinion publique australienne à la cause des Vietnamiens en faisant voir les réalités qui se passaient au Vietnam sous le régime communiste. Il a fait ainsi comprendre à l'opinion publique australienne les causes profondes de la réaction des Vietnamiens devant la décision de SBS de leur diffuser un programme quotidien de ce régime. De ce fait, l'opinion publique australienne s'est penchée nettement vers la communauté vietnamienne dans cette lutte. Quant au réseau de communication vietnamien, il a servi carrément de moyen interne de la lutte. Non seulement il a servi aux organisateurs de transmettre leurs messages pour orienter la lutte, mais il a aussi servi d'« espace familial » où les Vietnamiens pouvaient venir pour consolider leur identité collective, leur résolution commune et leur solidarité, afin de constituer une force puissante dans la lutte. De plus, profitant de leurs conditions d'information favorables, des journaux et radios se mettaient eux-mêmes à mobiliser les ressources humaines, voire matérielles. Par exemple une radio a fait appel aux membres de la communauté vietnamienne de financer la location des bus pour amener des manifestants au lieu de manifestation, et, en une semaine, elle a pu rassembler une dizaine de milliers de dollars pour louer 12 bus (*Saigon Times*, Vietbao du 24 novembre 2003).

La présence de leaders de qualité dans cette lutte est notable. C'étaient les membres du comité exécutif fédéral de la CVLA (Communauté des Vietnamiens libres en Australie), qui se sont concertés en tout : stratégies d'action, moyens utilisés, appuis à solliciter, etc., pour diriger la lutte. Chacun de son côté a aussi mobilisé l'appui des autorités politiques et médias les plus proches. Toutefois, le plus remarquable était le vice-président fédéral et président provincial de la Nouvelle Galles du Sud. En effet, du fait qu'il était sur place où se trouvait le siège social de SBS et dans la région où les immigrants vietnamiens étaient les plus nombreux, il lui incombait la responsabilité de mener de près la lutte, alors que les autres membres du comité exécutif de la CVLA vivaient loin de là, comme le président fédéral de la CVLA, qui vivait à Melbourne, à 1 000 kilomètres de Sydney. Il a ainsi organisé les manifestations à Sydney et a mobilisé ses compatriotes à participer à ces manifestations, qui, comme nous l'avons vu, ont connu un succès retentissant (Informateur n°1, courriel du 29 février 2004).

En ce qui concerne l'appui d'une ressource spécialisée dans la lutte, on peut identifier celui du monde politique : ministres, sénateurs et députés de différents partis. Les uns ont écrit des lettres d'appui en faveur de la communauté vietnamienne, d'autres ont questionné les dirigeants de SBS

sur leur décision et attitude en prenant la défense de la communauté vietnamienne, d'autres encore ont participé activement aux événements aux côtés des Vietnamiens : rencontres avec le conseil d'administration et la direction générale de SBS, conférence de presse des jeunes, manifestations. L'appui du monde médiatique peut être également considéré comme celui d'une autre ressource spécialisée dans la lutte. En effet, par leurs émissions télévisées ou radiophoniques et par leurs articles journalistiques, les médias ont pu sensibiliser l'opinion publique australienne à la cause de la communauté vietnamienne, ce qui a contribué grandement à la réussite de la lutte de cette communauté.

4.2.4. La stratégie

La stratégie mise en œuvre joue un rôle primordial dans la conduite de la lutte. Nous allons donc examiner les stratégies de la coalition, comme celles des opposants, et leurs différents aspects.

- **Les stratégies de la coalition**

Les stratégies privilégiées par la coalition au point de départ sont identifiées comme étant la sollicitation de l'appui des autorités politiques, la sensibilisation de l'opinion publique et la mobilisation des ressources.

La sollicitation de l'appui des autorités politiques a été réalisée surtout par les membres du comité exécutif fédéral de la CVLA, chacun dans sa province propre. Ceux-ci ont contacté une vingtaine de députés et sénateurs fédéraux et de nombreux politiciens provinciaux et leur ont sollicité des entretiens personnels afin de leur présenter la cause des Vietnamiens (Informateur n°1, courriel du 19 avril 2004). Toutefois, les médias vietnamiens, en particulier le journal Saigon Times, ont pris aussi l'initiative d'envoyer des courriels aux députés de tous les territoires et provinces où vivaient des Vietnamiens, voire leur demander à les rencontrer directement quand cette démarche était possible (Hoang Tuan, Vietbao du 27 octobre 2003).

Quant à la sensibilisation de l'opinion publique australienne, elle a été effectuée par le biais des médias australiens. La coalition a donc téléphoné ou envoyé des courriels à ces derniers pour leur fournir des renseignements visant à attirer leur attention sur la cause de la communauté vietnamienne. Si des médias y étaient intéressés, ils demanderaient à la coalition à faire une entrevue avec ses membres qu'ils publieraient ou diffuseraient par la suite (Informateur n°1, courriel du 15 avril 2004). Ils ont aussi diffusé des reportages ou écrit des articles concernant le sujet. Par ailleurs, ils ont rapporté toutes les actions et le résultat de la lutte, tout en faisant des commentaires en faveur de la communauté vietnamienne.

La mobilisation des ressources a été réalisée officiellement par les membres du comité exécutif de la CVLA, qui sont les organisateurs reconnus de la lutte. Mais, en fait, elle a été également assumée par les chefs religieux, les médias vietnamiens, les associations et collectivités, et même, individuellement, par de nombreux Vietnamiens engagés. En effet, plusieurs mobilisations ont été amorcées dans des célébrations religieuses, à l'aide de l'exhortation des chefs religieux, qui ont pu

susciter une certaine ardeur chez les Vietnamiens. Par ailleurs, les radios 2VNR, Sydney Radio, Vietnam-Australie, avec leurs programmes d'entretiens directs, ont reflété de manière rapide et authentique la revendication et l'indignation légitimes des Vietnamiens, avec des opinions très variées. La mise à contribution des médias vietnamiens a bien servi la mobilisation des ressources.

Ces stratégies n'ont pas changé tout le long de la lutte, car elles ont été bien choisies, elles ont favorisé l'atteinte des objectifs souhaités et ont créé des conditions favorables à la réussite de la lutte.

- **Les stratégies des opposants**

Les stratégies mises en œuvre par les opposants consistent à discréditer leurs adversaires et à faire un contre-cadrage en justifiant leurs actions et en déformant la vérité.

En ce qui concerne le discrédit des adversaires, le directeur général de la télévision SBS a affirmé que la coalition, qui prétendait être basée sur la communauté, avait été formée immédiatement après le conflit et que ses dirigeants étaient seulement des anciens militaires ou fonctionnaires du Sud-Vietnam, et avaient ainsi des points de vue obstinés. D'après lui, c'était tout simplement un groupe ayant le verbe haut et la parole facile, qui soulevait ses compatriotes à la protestation et ne représentait aucunement la plupart des Vietnamiens en Australie comme il le prétendait. De plus, les protestataires étaient seulement un petit nombre de Vietnamiens d'un certain âge, ceux de la première génération, qui traînaient lourdement avec eux le poids du passé et nourrissaient en eux une vieille haine (Pham Thanh Phuong, Vietbao du 8 décembre 2003). Tandis que la plupart des Vietnamiens ne faisaient pas partie de cette organisation et menaient normalement leur vie comme les autres citoyens australiens. Pour eux, la guerre était quelque chose de bien fini 30 ans auparavant, et ils voulaient connaître des informations sur leur pays d'origine (*Saigon Times*, Vietbao du 17 novembre 2003).

En outre, le directeur général de SBS, Nigel Milan, prétendait que la campagne menée par la CVLA, avait été organisée dans le but de limiter la liberté d'expression et la liberté de communication (CVLA, Bulletin d'informations du 8 novembre 2003). Il a également exprimé son inquiétude après la première manifestation de la communauté vietnamienne à Sydney, car il y voyait un acte de violation à la liberté d'expression. Cependant, un journaliste australien, Andrew Bolt, a fait la remarque suivante au sujet de la préoccupation du directeur général de SBS : « *What Milan is hearing is not a campaign against free speech, but against bad speech. He should listen more closely.* » (Tich Lam, Vietbao du 1^{er} décembre 2003).

Par ailleurs, Nigel Milan a laissé entendre que le nombre d'avis protestataires était truqué, en reconnaissant que la campagne de protestation a été très bien organisée. Il y avait des formulaires de protestation qu'on pouvait couper des journaux ou des couvertures de revues vietnamiens et d'après lui, une personne pouvait couper ainsi une dizaine de fiches pour envoyer à SBS. Il a aussi affirmé que le standardiste de la télévision SBS avait reçu 23 appels téléphoniques venant d'une même personne en une seule après-midi (Huu Nguyen, *Saigon Times*, Vietbao du 10 novembre 2003).

En ce qui concerne le contre-cadrage, c'est encore le directeur général de SBS, Nigel Milan, qui a tout d'abord cherché à justifier ses actions, blâmées par la communauté vietnamienne. Son premier argument se reposait sur l'indépendance éditoriale de la télévision SBS, qui avait ainsi son propre règlement intérieur et ses propres politiques (Informateur n° 1, courriel du 19 avril 2004). Selon ces derniers, le programme de VTV4 est donc conforme aux critères d'émission de la télévision SBS, c'est-à-dire qu'il est produit par le pays originaire de la langue dans laquelle le programme est émis et que la communauté qui parle cette langue est assez grande en Australie pour justifier la diffusion d'un programme qui lui est tout particulièrement destiné (Huu Nguyen, *Saigon Times*, Vietbao du 10 novembre 2003).

Et c'est toujours en prenant pour prétexte que SBS était une agence de communication indépendante, que le directeur général de SBS, Nigel Milan, n'a pas voulu arrêter immédiatement la diffusion du programme contesté et a préféré attendre la rencontre du 17 novembre avec le Comité consultatif au sujet des communautés de l'agence SBS pour prendre la décision. Et ce, malgré les excuses qu'il a présentées à la CVLA pour ne pas l'avoir consultée avant la diffusion du programme de VTV4 comme promis¹⁶, et malgré la remarque que la manifestation du 28 octobre avec 5 000 personnes était « très impressionnante » (CVLA, Bulletin d'informations du 8 novembre 2003).

En deuxième lieu, Nigel Milan considérait que le programme de VTV4 était légitime du fait qu'il était émis par un pays avec lequel l'Australie avait établi des relations diplomatiques officielles depuis 1973 et entretenait de nombreuses relations économiques (Thuy Lan, VNN, 6 décembre 2003). D'autre part, le ministère des Affaires étrangères australien a reconnu que le Vietnam avait fait des améliorations quant au respect des droits humains (*Saigon Times*, Vietbao du 17 novembre 2003).

Par ailleurs, l'éducation est considérée comme l'une des plus grandes exportations d'Australie au Vietnam, c'est ainsi que l'Australie accueille annuellement environ 5 000 étudiants vietnamiens, qui souhaitent connaître des nouvelles de leur pays (*Saigon Times*, Vietbao du 17 novembre 2003). Outre ces quelque 5 000 étudiants, Nigel Milan fait savoir aussi que chaque année, des dizaines de milliers de Vietnamiens reviennent au pays, il sous-entend que tous ces 5 000 étudiants et ces dizaines de milliers de Vietnamiens doivent certainement le soutenir (CVLA, Bulletin d'informations du 8 novembre 2003).

De plus, il y a des Vietnamiens en Australie qui se plaignent de ce que les médias vietnamiens en Australie ne montrent qu'un seul aspect des réalités vietnamiennes, ainsi, les informations venant du Vietnam peuvent rétablir l'équilibre et aider ces personnes à juger par elles-mêmes les réalités (*Saigon Times*, Vietbao du 17 novembre 2003). D'ailleurs, selon Nigel Milan, plusieurs membres de la communauté vietnamienne ont même installé des antennes paraboliques coûteuses pour pouvoir capter le programme de VTV4. Celui-ci permet aux adultes de connaître les nouvelles du pays et donne aux jeunes l'occasion d'apprendre la langue vietnamienne (Huu Nguyen, *Saigon Times*, Vietbao du 10 novembre 2003).

¹⁶ Des excuses faites seulement après les rudes critiques des sénateurs et députés du Comité d'estimation du budget du Sénat le 3 novembre 2003.

Enfin, pour mettre en œuvre sa stratégie de contre-cadrage, Nigel Milan a aussi utilisé la tactique qui consistait à déformer la vérité en falsifiant les réalités favorables aux protestataires, et ce, au moyen de sa propre télévision, un média public de deuxième importance du pays. Ainsi, dans le bulletin d'informations du 3 novembre 2003, la télévision SBS a diffusé des nouvelles sur les explications de son directeur général au Sénat au sujet de la diffusion du programme de VTV4. Cependant, elle n'a présenté que le point de vue de son directeur général mais pas l'opinion opposée, transgressant ainsi le principe d'équilibre des informations. Nigel Milan a assuré aussi que le nombre de manifestants présents à la manifestation du 28 octobre n'était que de 2 000 personnes, alors que lui-même a vu de ses propres yeux et que sa télévision SBS a rapporté le 28 octobre qu'il y avait environ 4 000 manifestants. Et dans le programme *Feedback* diffusé quelques jours après cet événement, la télévision SBS a présenté trois lettres de spectateurs dont deux étaient pour et une contre le programme de VTV4 diffusé par la télévision SBS. Mais, en réalité, il y avait beaucoup moins de lettres avec avis favorable que de lettres avec avis défavorable à la diffusion de ce programme. Cette réalité, les membres du CVLA en étaient certains parce qu'ils ont créé un site Internet pour regrouper tous les courriels de protestation, qu'ils ont imprimés ensuite en lettres personnalisées pour les envoyer à la direction de SBS. Ce faisant, ils ont pu en même temps compter le nombre de lettres protestataires (CVLA, Bulletin d'informations du 8 novembre 2003).

- **L'utilisation des actions les moins coûteuses**

On voit que la coalition avait une préoccupation d'initier des actions les moins coûteuses sur les plans des énergies et des ressources.

Tout d'abord, elle a créé immédiatement un site Internet (www.noVCnews.net) où les Vietnamiens pouvaient envoyer des courriels de protestation à SBS, exprimer leurs opinions, partager leurs points de vue à leurs compatriotes, faire des propositions, remarques, etc., au comité exécutif de la CVLA. Ils pouvaient aussi télécharger une copie de la pétition du site, ou lire des articles et des informations sur la lutte. Ce site était vraiment un moyen de communication efficace et un lien utile qui rendait les Vietnamiens unis davantage (CVLA, Bulletin d'informations du 8 novembre 2003).

Elle a aussi mis sur pied une ligne téléphonique sans frais pour que les Vietnamiens puissent exprimer leur protestation à la télévision SBS par un simple appel. Elle a même montré comment dire en anglais un message bref de protestation au téléphone, pour des Vietnamiens qui avaient de la difficulté à s'exprimer en anglais : « *No VC news please* » ou « *I want SBS TV to stop the Vietnamese Communist news program* ». D'autre part, les Vietnamiens pouvaient manifester leur opposition en coupant dans les journaux vietnamiens des formulaires de protestation qu'ils rempliraient ou en écrivant une lettre de protestation personnelle, soit en vietnamien, soit en anglais (un modèle de lettre en anglais était présenté) et ils les feraient tous parvenir à la boîte postale de la CVLA pour que la coalition puisse les compter et les adresser aux personnes intéressées (CVLA, Bulletin d'informations du 8 novembre 2003).

Afin de collecter le plus de signatures possibles sur la pétition, la coalition a mis à la disposition de la base sociale des copies de pétition dans plusieurs endroits : au bureau de la CVLA et d'autres associations religieuses, politiques, culturelles, etc., mais aussi dans des magasins, boutiques, bureaux de travail, voire cabinets de consultation des Vietnamiens. Elle a invité les Vietnamiens à venir chercher ces copies de pétition, et non seulement à les signer mais aussi à les faire signer par leurs amis ou leurs proches¹⁷ qui ne pouvaient pas se déplacer pour aller signer la pétition dans ces endroits (CVLA, Bulletin d'informations du 8 novembre 2003).

La CVLA a demandé aussi aux journaux et magazines vietnamiens de mettre des plans de route et des adresses des députés représentant les régions où vivaient des Vietnamiens, afin que tous ceux qui le voulaient, pouvaient contacter ces députés et leur demandaient d'intervenir. La coalition a vraiment pensé au moindre détail dans l'organisation de la lutte. Par exemple, elle a demandé à la base sociale d'envoyer des courriels à la télévision SBS en allant sur le site qu'elle venait de créer : www.noVCnews.net, et elle a mis tout de suite entre parenthèses après le nom du site « Veuillez noter que c'est .net et non .com » pour éviter des erreurs éventuelles, du fait que les adresses des sites Internet se terminent le plus souvent par .com (CVLA, Bulletin d'informations du 8 novembre 2003).

- **La production des idées**

On dénote des phénomènes révélant non seulement un maintien mais encore un élargissement de la production des idées. Au début, la signification de la lutte consistait à faire une protestation contre la diffusion d'un programme de télévision considéré comme faisant de la propagande pour le régime communiste vietnamien, dont le non-respect aux droits fondamentaux de la personne tels que la liberté d'expression, de religion, de déplacement, etc., était bien connu. De plus, ce programme a créé des chocs émotionnels à un certain nombre de Vietnamiens ayant risqué leur vie pour fuir ce régime, qui avait causé tant de souffrances à eux-mêmes ou à leurs proches. Mais après la première manifestation du 28 octobre et suite à des réactions et réponses de la direction de SBS, tout d'abord aux sénateurs du comité d'estimation du budget du Sénat le 3 novembre 2003, ensuite aux représentants de la CVLA le 17 novembre, la coalition a trouvé l'attitude de la direction de SBS bien provocante et insolente. Elle a donc transformé cette lutte en une protestation, pas seulement contre la diffusion du programme de télévision, mais également contre l'attitude de mépris de la direction de SBS et, par conséquent, contre « l'offense nationale » que celle-ci a faite aux Vietnamiens (Hoang Da, VNN, Vietbao du 18 décembre 2003).

Par ailleurs, en ce qui concerne les formes d'action, la coalition a déployé tout le répertoire moderne d'actions collectives auquel un mouvement social peut avoir recours : campagne d'opinions, campagne d'appels téléphoniques, pétition, sollicitation d'appuis des politiciens, sensibilisation de l'opinion publique, et notamment manifestations. Toutefois, la coalition était loin d'être à court d'idées, elle a envisagé d'autres formes de protestation si jamais la revendication de la communauté vietnamienne n'était pas satisfaite à la date où le conseil d'administration de SBS ferait connaître sa décision quant à la suppression du programme de VTV4. Outre la manifestation de plus grande ampleur, la coalition a projeté la grève de la faim de longue durée devant le siège social de SBS, voire un procès intenté à l'agence SBS pour avoir créé

¹⁷ Il y a de la place pour 20 signatures sur chaque copie.

volontairement des traumatismes psychologiques chez des membres de la communauté vietnamienne (Informateur n°1, courriel du 6 mars 2004).

- **La liaison avec la base sociale**

En matière de mobilisation, on dénote une liaison continuelle de la coalition avec la base sociale. Par exemple, après la première manifestation à Sydney, le membre de la coalition à Sydney a adressé une lettre de mobilisation à ses compatriotes, diffusée à la radio et publiée dans le journal. Dans cette lettre, il les a tout d'abord encouragés en soulignant que leur comportement pacifique et discipliné pendant la manifestation a été reconnu et apprécié par le gouvernement australien. Mais, immédiatement, il leur a rappelé que la lutte était loin d'être finie et qu'ils ne devaient pas « s'endormir sur leurs lauriers ». Il les a exhortés à bien garder l'ardeur et à poursuivre avec vigueur et persévérance les actions nécessaires pour amener la lutte à la victoire finale : faire des appels téléphoniques, envoyer des courriels de protestation, signer la pétition ou militer auprès de ses compatriotes pour les emmener à faire ces actions (Huu Nguyen, *Saigon Times*, Vietbao du 10 novembre 2003).

Par ailleurs, après les rencontres, soit celle avec le conseil de consultation de SBS, ou celle avec la direction de la télévision SVS, la coalition, se servant des médias vietnamiens, faisait toujours un compte-rendu de la rencontre à la base sociale, analysait la situation, faisait part de ses plans d'action pour les prochaines étapes (Huu Nguyen, *Saigon Times*, Vietbao du 10 novembre 2003). Elle a publié aussi des communiqués de presse pour encourager la base sociale, l'inciter à participer aux manifestations, l'orienter dans ses réflexions, la guider dans des actions concrètes en vue de la victoire finale (CVLA, Communiqué de presse, Vietbao du 13 octobre 2003).

La liaison de la coalition avec la base sociale a continué même au-delà du dénouement de la lutte. En effet, dans chaque province, le comité exécutif de la CVLA a organisé une fête communautaire pour célébrer la victoire de la lutte. Tous les présidents provinciaux et territoriaux de la CVLA ont souligné la contribution à cette réussite de chaque membre de la communauté, mais aussi celle des associations, des autorités politiques et des médias. Et pour cette fête, non seulement la coalition a pu mobiliser un grand nombre de ressources humaines¹⁸, mais ces dernières y ont aussi apporté généreusement leurs contributions matérielle et financière (CVLA, Bulletin d'informations du 5 décembre 2003).

Enfin, la lutte finie, le site Internet www.noVCnews.net, créé pour servir la lutte, est maintenu pour garder le lien entre la coalition et la base sociale, et aussi entre des membres de la communauté vietnamienne. Il peut également être utilisé comme une sorte de mémoire collective, car la coalition a demandé que toutes les photos et histoires, tous les commentaires, partages de points de vue, de sentiments, etc., autour de cette lutte soient envoyés sur ce site, pour permettre à chaque membre de la communauté vietnamienne d'y avoir accès. Un recueil d'événements et de photos sur cette lutte serait également publié (www.noVCnews.net).

¹⁸ À Sydney, plus de 3 000 personnes ont assisté à cette fête. Parmi lesquelles, se trouvaient aussi de nombreux politiciens, à qui la CVLA a remis des plaques d'appréciation en guise de reconnaissance (Informateur n°1, courriel du 26 avril 2004).

- **Le choix des tactiques**

On peut remarquer que le choix de toutes les tactiques est approprié aux circonstances ou objectifs du moment.

Avant la diffusion même du programme de VTV4, la coalition a appris, par un communiqué de presse de l'agence SBS, que le programme *WorldWatch* de la télévision SBS allait introduire quotidiennement le matin, à partir du 6 octobre 2003, un bulletin d'informations retransmis de la télévision VTV du gouvernement vietnamien. Tous les membres des comités exécutifs de la CVLA, de tous les échelons, fédéral aussi bien que provincial et territorial, se sont réunis d'urgence par téléconférence le soir du 1^{er} octobre 2003, et se sont mis d'accord qu'il s'agissait là d'un événement très important, et que c'était une offense commune inacceptable pour la communauté vietnamienne vivant en Australie. Conscientes que cette histoire concernait une grande majorité de Vietnamiens, ces personnes, qui ont été élues par les membres de la communauté vietnamienne pour la représenter officiellement en Australie, prenaient donc sérieusement cette affaire en main, et constituaient, d'office, la coalition de la lutte. Celle-ci s'est donc mise à étudier immédiatement des méthodes de mobilisation des ressources, médias et autorités politiques, et des plans d'actions qu'elle allait mettre en œuvre au sein de la communauté vietnamienne dans toute l'Australie, et ce, dans un très proche avenir (CVLA, Communiqué de presse, Vietbao du 13 octobre 2003).

La coalition concevait que les stratégies qu'elle poursuivait – à savoir la mobilisation des ressources en vue de faire pression sur l'opposant, l'appui des autorités politiques, et la sensibilisation de l'opinion publique par l'assistance des médias –, devaient être mises en œuvre de front, afin qu'elles se soutiennent mutuellement.

Pour mobiliser les ressources, les tactiques utilisées étaient, d'une part, la sensibilisation à l'identité collective de culture vietnamienne et de statut de réfugié anti-communiste, ainsi que la sensibilisation à la situation de privation et de conflit et, d'autre part, l'exhortation aux actions de protestation. La coalition a déclenché la lutte grâce à ces tactiques, qu'elle a réalisées par le biais des médias internes de la communauté vietnamienne. Une fois la base sociale mobilisée, la tactique de la coalition consistait à soutenir la protestation de celle-ci, qui a été manifestée sous différentes formes d'action : signer la pétition, faire des appels téléphoniques, envoyer des courriels de protestation à la télévision SBS, participer aux manifestations devant le siège social de celle-ci dans le but de lui faire pression. Comme nous l'avons vu, les opposants ont été fortement impressionnés par le nombre très élevé de signatures sur la pétition, d'appels téléphoniques et de courriels de protestation, et notamment le nombre massif de participants aux manifestations, qui a plus que doublé la deuxième fois par rapport à la première ; d'autant plus que les manifestations se sont déroulées dans l'ordre et le respect de l'environnement, malgré la colère et l'ardeur des manifestants (Hoang Da, VNN, Vietbao du 18 décembre 2003). Toutes ces actions ont été coordonnées de façon harmonieuse et appropriée aux circonstances et ont permis de réaliser les objectifs visés.

Toujours en vue d'atteindre l'objectif de faire pression sur la direction de la télévision SBS, la coalition a procédé en même temps à la recherche d'appuis des autorités politiques et à la sensibilisation de l'opinion publique. Elle a donc sollicité des rencontres avec les politiciens pour leur expliquer la cause des Vietnamiens et a attiré l'attention des médias australiens sur leur lutte. Après avoir été sensibilisés, les hommes politiques sont intervenus, de différentes façons, auprès de la direction de SBS, une agence de communication publique. Ils ont notamment questionné rudement le directeur général de SBS lors d'une séance de travail, avec des arguments si solides que celui-ci a eu bien du mal à se défendre. Pendant ce temps, les médias australiens ont publié dans le journal ou diffusé à la télévision ou à la radio des articles, des émissions visant à critiquer la nature exécrationnelle de l'opposant indirect, et la décision erronée de l'opposant direct de diffuser un programme de télévision en vue de promouvoir un régime si atroce (Hoang Da, VNN, Vietbao du 18 décembre 2003). Tous ces appuis du monde politique aussi bien que médiatique ont contribué considérablement à l'atteinte des objectifs.

Il faut encore souligner une autre tactique de sensibilisation de l'opinion publique par la conférence de presse des jeunes au parlement fédéral australien avec des représentants de 51 associations de jeunes de tous les territoires et provinces d'Australie. Cette tactique consistait à « recadrer » le contre-cadrage des opposants, selon lequel la protestation contre le programme de télévision VTV4 n'émanait que des Vietnamiens d'un certain âge. Cette participation des jeunes à la lutte a apporté une force nouvelle et une croyance nouvelle en la juste cause de la communauté vietnamienne dans la lutte contre la télévision SBS (Pham Thanh Phuong, Vietbao du 8 décembre 2003).

Par ailleurs, on peut remarquer que la coalition veut appliquer la tactique d'une lutte impétueuse. D'une part, après la première manifestation le 28 octobre 2003, le moral de la base sociale a monté très haut, elle était prête à une autre manifestation d'ampleur plus grande si jamais ses revendications n'étaient pas satisfaites par la direction de SBS. Or, celle-ci ne voulait pas prendre de décisions avant la rencontre de son comité consultatif au sujet des communautés ethniques avec les représentants de la communauté vietnamienne. Toutefois, ce comité a proposé la date de la rencontre vers le début de décembre, c'est-à-dire à plus d'un mois de la manifestation. De peur que l'ardeur de la base sociale soit relâchée avec le temps, la coalition a refusé cette proposition et a demandé une date plus proche, ce qu'elle a obtenu après des négociations (Nguyen Minh Tung, Vietbao du 3 novembre 2003).

De plus, après la rencontre avec le comité consultatif au sujet des communautés ethniques de l'agence SBS le 17 novembre 2003, le conseil d'administration de SBS n'a pas donné l'ordre d'arrêter à cette date la diffusion du programme de VTV4, ce qu'avaient espéré la coalition et la base sociale, la tactique prise alors était d'accroître l'impétuosité dans la protestation. La coalition a incité la base sociale à faire parvenir en rafales redoublées des courriels, lettres et appels téléphoniques de protestation à la télévision SBS, puis à participer massivement à la deuxième manifestation devant le siège social de SBS (Hoang Da, VNN, Vietbao du 18 décembre 2003). Cette exhibition offensive de ressources de la base sociale devait certainement intimider les opposants.

Enfin, en attendant le résultat après la manifestation impressionnante du 2 décembre 2003 devant le siège social de SBS avec la participation de quelque 12 000 personnes, la tactique de la persévérance non violente a été choisie. En effet, il restait trois jours avant la date fixée par l'agence SBS pour annoncer sa décision sur le sort du programme de VTV4. Afin de rappeler continuellement la revendication des Vietnamiens aux cadres supérieurs de SBS qui se rendaient chaque matin à leur bureau, tous les jours, quelques dizaines de Vietnamiens se plantaient devant le siège social de SBS, sans crier fort, sans faire rien d'autre que tenir chacun une pancarte avec cette phrase : « *No Vietnamese communist news on SBS television* » (Thuy Lan, VNN, 6 décembre 2003, Vietbao du 18 décembre). Obligés de penser constamment à cette revendication, il est normal que les dirigeants de SBS ont dû finir par la satisfaire pour se débarrasser d'un malaise, d'autant plus que cette action ne leur coûtait pas grand-chose.

4.2.5. La concurrence avec d'autres organisations

Le seul contre-mouvement qu'on peut dénoter dans cette lutte, provenait des Australiens d'origine vietnamienne qui soutenaient le régime communiste vietnamien, et des Vietnamiens en séjour d'études en Australie. Cependant, leur nombre était minime par rapport aux membres de la communauté vietnamienne qui se regroupaient sous l'égide de la CVLA. Certains d'entre eux ont fait des appels téléphoniques et envoyé des courriels à l'agence SBS pour lui affirmer qu'ils la soutenaient et voulaient maintenir le programme de VTV4. Toutefois, comme l'a estimé le directeur général de SBS quand il répondait aux questionnements des sénateurs du Comité d'estimation du budget, il existait un grand écart dans la proportion des avis exprimés : 1 pour et 10 contre la diffusion du programme de VTV4 avant la première manifestation. Après celle-ci, les avis de soutien ont augmenté, mais la différence dans le rapport n'a pas tellement changé, 1 avis favorable contre 9 défavorables à cette décision de SBS (Huu Nguyen, *Saigon Times*, Vietbao du 10 novembre 2003). Les acteurs du contre-mouvement ont aussi fait publier quelques articles sur Internet et dans des médias australiens pour essayer de sensibiliser l'opinion publique dans le sens inverse, mais les répercussions de ces articles étaient infimes car ceux-ci ont été publiés dans des journaux locaux australiens de peu d'importance (Informateur n°1, courriel du 7 mars 2004). Ainsi, on peut dire que les acteurs du contre-mouvement avaient une activité presque inexistante.

Les tenants de la lutte ont envisagé que le gouvernement communiste vietnamien, représenté par son ambassade en Australie, pourrait forcer les étudiants vietnamiens en séjour en Australie, qu'il gardait étroitement sous son contrôle, à faire des appels téléphoniques et à envoyer des courriels pour appuyer la diffusion du programme de VTV4. Pour parer à cette manœuvre, la coalition essayait de montrer aux autorités politiques et à l'opinion publique australiennes que les avis de soutien au programme de VTV4 des étudiants vietnamiens en séjour d'études n'avaient pas de légitimité. En effet, ceux-ci n'étaient pas des citoyens australiens, et ils n'ont pas versé directement des impôts pour faire vivre l'agence SBS. De plus, leurs avis pourraient être émis non pas volontairement, mais par contrainte, voire par intimidation discrète, ce que les communistes vietnamiens savent si bien faire (Huu Nguyen, *Saigon Times*, Vietbao du 10 novembre 2003).

Quant aux organisations concurrentes qui avaient des objectifs semblables et qui sollicitaient pendant la lutte des ressources nuisant à la coalition, elles n'existaient pas dans cette lutte. Effectivement, il s'agit ici de la lutte d'une communauté ethnique, il est presque impensable que les membres d'une communauté ethnique puissent délaisser une lutte de leur propre communauté pour être recrutés dans une lutte d'une autre communauté.

5. LE DÉNOUEMENT DE LA LUTTE

Le matin du vendredi 5 décembre 2003, jour où le conseil d'administration de SBS doit faire connaître sa décision sur le sort du programme de VTV4, à savoir la suppression ou le maintien de ce programme, la tension flotte partout dans l'air. Devant le siège social de SBS, anxieux, une cinquantaine de membres de la base sociale continuent à faire silencieusement la garde, en tenant des pancartes de protestation, malgré le temps glacial et venteux, accompagné d'une grosse pluie. Il y a aussi des membres venant d'autres provinces. Le siège social de SBS n'a qu'une seule entrée, de telle manière que la direction et le personnel doivent certainement remarquer la persévérance et l'endurance des Vietnamiens. Dans les bureaux, ateliers, magasins, voire chez-eux, tous les Vietnamiens, ou du moins les quelque 12 000 qui ont participé à la manifestation trois jours auparavant, ont tous un sentiment d'inquiétude. Des heures et des minutes se sont écoulées, la pause de midi du conseil d'administration de SBS est passée, et aucun membre de la communauté vietnamienne n'a reçu de nouvelle. L'anxiété s'accroît de plus en plus, les manifestants pacifiques devant le siège social esquissent déjà les plans prochains pour amener la lutte à la réussite. Grève de la faim de longue durée ? « Mégamanifestation » ? Puis quoi encore ? Quand, à 14 heures 45, Ngoc Han, la responsable de la section vietnamienne de la radio SBS, et Luu Tuong Quang, le directeur de la radio SBS, courent vers la sortie, et tout joyeux, annoncent à ceux qui sont présents : « Ils ont décidé de supprimer le programme de VTV4 ! »

À 15 heures, les informations des radios et télévisions australiennes annoncent officiellement le communiqué de presse selon lequel l'agence SBS a supprimé le programme de VTV4. Celle-ci consultera prochainement la communauté vietnamienne pour trouver un programme de télévision en langue vietnamienne en vue de servir les téléspectateurs vietnamiens, mais il est certain que ce programme ne sera pas pris du Vietnam communiste (Thuy Lan, VNN, Vietbao du 18 décembre 2003).

La lutte de la communauté vietnamienne contre la diffusion du programme de télévision de VTV4 a donc pris fin car la coalition a obtenu ce qu'elle souhaitait. La revendication a été accordée suite à des discussions entre les dirigeants de l'agence de communication SBS, notamment, la présidente du conseil d'administration, le directeur général et le directeur de la télévision, mais aussi le directeur de la radio, qui est d'origine vietnamienne. Une décision a été prise après ces discussions et elle n'autorisait plus la télévision SBS à diffuser le bulletin d'informations *Thoi Su* de la télévision VTV4 de l'État communiste vietnamien (*Saigon Times*, Vietbao du 18 décembre 2003).

Dans son communiqué de presse annonçant sa décision, le conseil d'administration de SBS a exprimé également ses regrets du fait qu'un membre supérieur de la direction n'avait pas consulté la communauté vietnamienne avant la diffusion du programme de VTV4 comme promis. D'autre part, il a montré ses craintes quant aux dangers émotionnels à un niveau considérable que le programme de VTV4 a causés chez un certain nombre de Vietnamiens. Le conseil d'administration a aussi décidé d'ajouter une nouvelle condition aux politiques existantes de SBS relatives au choix et à la diffusion des programmes d'informations de *WorldWatch*. Désormais, la direction de SBS doit examiner soigneusement tous les programmes émis dans la langue de la

communauté à laquelle le programme est destiné, qu'ils soient du pays ou à l'extérieur du pays où la langue est parlée, pour choisir celui qui est le plus approprié à cette communauté (*Saigon Times*, Vietbao du 18 décembre 2003).

Ainsi, nous pouvons voir que les résultats de la lutte ne servent pas seulement à la communauté vietnamienne mais ils peuvent être aussi utiles aux autres communautés ethniques, notamment la communauté chinoise. Effectivement, celle-ci a droit aussi à deux programmes en langue chinoise produits par la télévision publique du pays, par conséquent, ils sont aussi contrôlés par le gouvernement communiste chinois. Et nous savons bien que les caractéristiques de ce dernier ne sont pas tellement différentes de celles du gouvernement communiste vietnamien, en particulier sur le plan des droits humains.

6. L'ÉVALUATION DE LA LUTTE

Pour l'évaluation de la lutte, celle-ci sera examinée sur deux plans : celui de la répartition et celui de l'organisation

6.1. Sur le plan de la répartition

En ce qui concerne la répartition, la lutte sera évaluée sur les plans économique, politique et idéologique.

6.1.1. Économique (redistribution)

L'enjeu immédiat de la lutte à l'étude – soit le contenu du programme de VTV4 retransmis par la télévision publique SBS –, ramené au plan économique, était tout simplement un bon service de la télévision SBS à la communauté vietnamienne, en compensation des impôts que celle-ci devait verser au gouvernement australien pour financer des services publics, dont l'agence SBS. Au dénouement de la lutte, le programme de télévision qu'elle trouvait de mauvaise qualité a été effectivement supprimé mais il n'a pas encore été remplacé par un autre. Cependant, la base sociale a obtenu la promesse de la direction de SBS que ce programme viendrait après un examen approfondi des différents programmes en langue vietnamienne – qui ne seraient pas nécessairement produits au Vietnam –, et aussi après une consultation auprès de la communauté vietnamienne pour le choix d'un programme qui lui conviendrait (*Saigon Times*, Vietbao du 18 décembre 2003). Ainsi, on peut bien parler d'une amélioration de la condition économique de la base sociale, puisqu'elle obtiendrait un bon service de la télévision SBS.

La lutte de l'association a contribué aussi à la satisfaction possible d'intérêts économiques des autres communautés ethniques en Australie, puisque celles-ci pourraient bénéficier des changements de politiques de la télévision SBS après cette lutte, en ce qui concerne le choix des émissions destinées à ces communautés. Ainsi, si la communauté chinoise ne voulait plus regarder le programme de la Chine communiste que la télévision SBS lui avait imposé, elle pourrait en avoir pour son argent en demandant un autre programme qui lui plairait mieux. Effectivement, un groupe de Taiwanais en Australie avaient déjà protesté contre le programme en langue chinoise que la télévision SBS retransmettait de Chine mais leur revendication n'avait pas abouti (Nguyen Manh Tien, entretien avec Vo Trieu Son, 6 décembre 2003). Il se peut qu'ils cherchent à réitérer cette démarche après cette victoire de la communauté vietnamienne.

Ces changements de politiques de l'agence SBS qui permettent aux spectateurs un meilleur service sont bien les résultats de la lutte à l'étude et non pas des produits d'autres facteurs de la conjoncture générale. En effet, ils ont été formulés expressément dans le communiqué de presse annonçant la décision du conseil d'administration de supprimer la diffusion du programme de

VTV4 comme étant des décisions prises suite à la revendication de la communauté vietnamienne (*Saigon Times*, *Vietbao* du 18 décembre 2003).

6.1.2. Politique (participation)

Cette lutte ne visait nullement un enjeu politique. Par conséquent, nous ne trouvons pas de données illustrant le gain ou la perte de la représentation de la base sociale dans les organes de décision sur l'enjeu de la lutte. Nous n'avons pas d'informations non plus en ce qui concerne la contribution de la lutte au développement de la représentation d'une partie ou de l'ensemble de la classe d'appartenance de la base sociale au-delà des limites de cette base.

Toutefois, la participation massive de la base sociale à la lutte, notamment dans des manifestations (environ 5 000 personnes à la première manifestation de Sydney, 4 000 à celle de Melbourne, et particulièrement 12 000 à la deuxième manifestation à Sydney) a impressionné fortement l'opinion publique en général et les organes de décision en particulier, comme l'a constaté Nguyen Manh Tien, le leader principal de la lutte :

Ce qui est le plus marquant dans cette lutte, c'est la solidarité dans la lutte et une conscience politique très poussée de nos compatriotes. Cela a été manifesté clairement par leur participation aux deux manifestations du 28 octobre 2003 et du 2 décembre 2003. Non seulement le nombre de manifestants a dépassé de loin toute prévision, mais les manifestations se sont déroulées dans une grande discipline, un grand ordre, de manière très civilisée, c'est pourquoi elles ont gagné la sympathie et suscité l'admiration des autorités politiques, des médias et de l'opinion publique australienne. Ces deux manifestations ont constitué un net symbole de la force du peuple, et ont joué un grand rôle pour amener la lutte à la victoire finale. Cela prouve que la communauté a atteint vraiment la maturité et a réellement une puissance¹⁹.

(Entrevue de Nguyen Manh Tien avec Vo Trieu Son, 6 décembre 2003).

Ainsi, si cette participation de la base sociale a causé des effets positifs sur l'enjeu de la lutte, ceux-ci ne pouvaient être que les résultats de la lutte à l'étude et non les produits d'autres facteurs de la conjoncture générale.

6.1.3. Idéologique (légitimation)

La reconnaissance des droits de la base sociale a progressé par rapport à l'enjeu tant immédiat (le programme de télévision qui lui est destiné), que profond (son identité anti-communiste) de la lutte.

¹⁹ Texte traduit du vietnamien par nos soins.

D'abord, par rapport à l'enjeu immédiat, la reconnaissance des droits civiques en tant que contribuables a progressé, puisque désormais, la base sociale a le droit de faire connaître ses opinions quant au choix du programme de télévision qui lui est destiné et d'avoir un bon programme qui lui convient, selon ses critères et non pas selon ceux de la télévision SBS.

Ensuite, par rapport à l'enjeu profond, la reconnaissance de son identité anti-communiste a également gagné du terrain. En effet, la réalité selon laquelle la communauté vietnamienne en Australie était essentiellement une communauté de réfugiés politiques n'avait pas été reconnue par la société australienne en général et par toutes les autorités politiques australiennes en particulier. Un certain nombre de politiciens, ainsi que des Australiens de gauche, pensaient que la plupart des Vietnamiens s'étaient fait passer pour des réfugiés politiques en vue de rechercher de meilleures conditions économiques en Australie. Mais ces deux mois de lutte contre la diffusion d'un programme de télévision faisant de la propagande du régime communiste vietnamien, et qui se sont terminés par la victoire des Vietnamiens, ont balayé tous les préjugés chez les Australiens n'ayant pas fait grand cas de la communauté vietnamienne (*Saigon Times*, Vietbao du 18 décembre 2003).

Quant à la reconnaissance des droits au-delà des limites de la base sociale, d'un côté, grâce à la lutte, non seulement la communauté vietnamienne, mais aussi les autres communautés ethniques, peuvent bénéficier des changements de politiques de la télévision SBS en ce qui concerne le programme qui leur est exclusivement destiné. Ainsi, il est reconnu à toutes les communautés ethniques le droit d'avoir voix consultative au choix de leur programme de télévision diffusé par la télévision SBS.

D'un autre côté, la reconnaissance de l'identité anti-communiste s'est étendue à toute la diaspora vietnamienne. En effet, cette lutte a ouvert une nouvelle page d'histoire pleine de gloire de la diaspora vietnamienne. Elle fait connaître au monde entier que la grande majorité des Vietnamiens vivant en exil à l'étranger sont prêts à défendre jusqu'au bout la liberté qu'ils ont pu obtenir au risque de leur vie. Les gouvernements des autres pays qui ont accueilli des Vietnamiens doivent probablement tirer une leçon de cette lutte et tenir plus compte de cette identité anti-communiste chez leurs citoyens d'origine vietnamienne. D'autre part, ils doivent être plus prudents dans leurs relations avec le gouvernement communiste du Vietnam.

Il est évident que les effets de légitimation observés sont les résultats de la lutte puisque c'est pour satisfaire les revendications de la base sociale que le conseil d'administration de SBS a exprimé sa décision mettant fin à la lutte. Tout d'abord, la décision de supprimer le programme de télévision de VTV4 du gouvernement communiste vietnamien a prouvé que le conseil d'administration de SBS reconnaissait l'identité anti-communiste de la communauté vietnamienne. Quant à la décision sur les changements de politiques concernant les programmes diffusés aux communautés ethniques, elle a montré que, dans l'avenir, la télévision SBS tiendrait mieux compte des droits civiques de la communauté vietnamienne ainsi que des autres communautés ethniques.

6.2. Sur le plan de l'organisation

L'autonomie, la mobilisation et la solidarité de la base sociale seront l'objet de l'évaluation sur le plan de l'organisation.

6.2.1. L'autonomie

L'enjeu de la lutte sous étude, de même que la formation de la coalition et la base sociale à partir d'une structure existante, ne se prêtent pas à l'évaluation sur l'autonomie de la base sociale. Par conséquent, nous ne trouvons pas d'indices pour illustrer ni le rapprochement de la situation de classe, ni la conformité des intérêts entre la coalition et la base sociale, ni la tendance de la coalition à s'aliéner à des sources de financement extérieures à sa base ou à s'en affranchir. Toutefois, vu les bonnes conditions et le bon résultat final de la lutte, nous pouvons supposer que l'autonomie de la base sociale de cette lutte était déjà bien développée.

6.2.2. La solidarité

Par rapport à l'enjeu profond de la lutte, la coalition a pris plus de place dans le groupe d'alliance. Des hommes politiques, des associations et collectivités ainsi que des médias australiens l'ont soutenue tout le long de la lutte et se sont même engagés à ses côtés dans la lutte. Par exemple, des politiciens ont participé aux manifestations ou sont intervenus auprès des dirigeants de la télévision SBS en faveur de la communauté vietnamienne, des médias ont sensibilisé l'opinion publique à la cause des Vietnamiens ou fait des critiques cinglantes contre la direction de la télévision SBS. La coalition a reçu également de la part des alliés de nombreuses lettres d'encouragement pendant la lutte et de félicitation après la lutte.

La conscience de la liaison entre l'enjeu particulier de la lutte et l'ensemble des intérêts de la communauté vietnamienne a progressé dans la base sociale. C'est l'amour de la patrie, de la liberté, et la haine envers le régime communiste du pays, toujours brûlants dans le cœur, qui ont servi de ciment pour lier les Vietnamiens en un bloc solidaire dans la lutte. De plus, ils ont bien compris la force de la démocratie. Ainsi, quand la télévision SBS a diffusé le programme de VTV4 du gouvernement communiste vietnamien, non seulement les comités exécutifs de la CVLA à différents niveaux ont su bien se servir de leur droit de représentation électorale, mais même les collectivités, les associations, voire des individus, d'une manière ou d'une autre, ont cherché à mobiliser les médias et les autorités politiques australiens afin que ceux-ci les appuient dans leur lutte contre la télévision SBS (*Saigon Times*, Vietbao du 18 décembre 2003).

Nous avons vu que les différentes associations de la base sociale, voire de nombreux individus, n'ont pas lésiné sur les ressources mises en commun face à l'enjeu. Toutes les médias vietnamiens ont mobilisé à cent pour cent leurs ressources au service de la lutte, les associations ont contribué de différentes manières : location d'avion pour tracer des slogans de protestation dans le ciel

pendant les manifestations, location de transports en commun pour amener les manifestants au lieu de manifestation, apport d'aide en nature et en espèces afin de pourvoir aux besoins logistiques des manifestants, etc.

6.2.3. La mobilisation

En étudiant les ressources, nous avons déjà vu que les membres de la base sociale ont participé de plus en plus nombreux aux activités et aux manifestations organisées par la coalition. Ils ont fait des milliers d'appels téléphoniques, envoyé une dizaine de milliers de courriels et apposé des dizaines de milliers de signatures sur la pétition pour exprimer leur protestation contre la diffusion du programme de VTV4 par la télévision SBS. Les manifestations étaient de plus en plus impressionnantes avec la participation massive des Vietnamiens. Celle du 28 octobre à Sydney devant le siège social de SBS a regroupé quelque 5 000 personnes, tandis que celle du 2 décembre 12 000 personnes, bien que ce soit un mardi, jour de travail et dans un endroit pas très connu des Vietnamiens et d'accès difficile.

Il est certain que l'opinion de la base sociale sur l'action de la coalition est devenue plus favorable. La coalition a gagné sans aucun doute plus de crédibilité auprès de la base sociale, qui a attribué la réussite de la lutte à son organisation ingénieuse. En effet, elle a su maintenir l'unité en son sein et dans la base sociale, définir de bonnes stratégies internes comme externes, et coordonner de manière harmonieuse les campagnes d'opinions à la radio et sur le site Internet créé à cette fin, la campagne d'appels téléphoniques, la sollicitation des appuis des mondes politique et médiatique, la signature de la pétition, les manifestations, etc. (*Saigon Times*, Vietbao du 18 décembre 2003).

La coalition a su également susciter chez les manifestants l'ardeur patriotique et l'entretenir jusqu'au bout. Par ailleurs, elle a si bien contrôlé la situation qu'elle a pu éviter tout incident, si petit soit-il, bien qu'elle se trouve face à des milliers de personnes en colère qui manifestaient pendant plusieurs heures. De plus, elle a pu sensibiliser la base sociale au maintien de la discipline et au respect de l'environnement pendant les manifestations. Tout était propre et maintenu en ordre, si bien que la police elle-même a dû reconnaître que le lieu de la manifestation a été laissé dans un état plus propre, plus ordonné qu'avant la manifestation (Huu Nguyen, *Saigon Times*, Vietbao du 10 novembre 2003). Les animateurs étaient si éloquents et expliquaient clairement les raisons de la manifestation dans un anglais si impeccable qu'ils ont conquis même les Australiens les plus indifférents. On pouvait lire dans les yeux et les attitudes de ceux-ci l'expression de leur admiration et leur sympathie (Lam Huu Xua, Vietbao du 8 décembre 2003). La base sociale a pu aussi apprécier le dévouement exemplaire de la coalition dans toutes les actions menées pendant la lutte. Par exemple, que ce soit dans une chaleur accablante pendant la manifestation à Melbourne ou sous une averse cinglante pendant la deuxième manifestation à Sydney, ils se tenaient toujours fidèlement sans faille à leur poste, bravant tous les harcèlements du temps pour diriger les manifestations.

On assiste à une augmentation considérable du nombre de Vietnamiens qui participent davantage aux activités qu'organisent les comités exécutifs de la CVLA. Par exemple, le 13 décembre 2003, jour où la communauté vietnamienne à Sydney a organisé une fête pour se réjouir ensemble de la

victoire de la lutte, il y avait plus de 3 000 participants (Informateur n°1, courriel du 26 avril). Ou bien lors de la manifestation annuelle traditionnelle devant l’ambassade du Vietnam en Australie à Canberra à l’occasion du 30 avril et organisée le samedi 1^{er} mai 2004, le nombre de participants a atteint environ 1 400 personnes, un chiffre qui dépassait celui des autres années²⁰ (Informateur n°1, courriel du 3 mai 2004).

²⁰ Les années précédentes, cette manifestation regroupait environ 1 000 Vietnamiens (Informateur n°1, courriel du 19 avril 2004). Le nombre aurait pu être plus élevé en 2004, mais la CVLA de Sydney, ville où il y avait le plus de Vietnamiens, n’a pu faire la location que de 12 bus à 60 places pour transporter les manifestants à Canberra. De nombreux Vietnamiens ne pouvant pas être embarqués ont dû renoncer à la manifestation (Informateur n°1, courriel du 3 mai 2004).

7. DES PISTES DE RENOUVELLEMENT

Interrogé sur ce que la coalition pourrait mieux faire ou faire autrement si elle devait reprendre la lutte, un membre de la coalition répond qu'il ne penserait pas pouvoir mieux faire ou faire autrement. En fait, la coalition a envisagé d'autres stratégies, telles que faire la grève de la faim ou intenter un procès à la télévision SBS pour avoir causé des chocs post-traumatiques à un certain nombre de Vietnamiens, ou faire appel à l'assistance des communautés vietnamiennes dans d'autres pays. Cependant, il s'agit juste des cartes qu'elle aurait jouées si les premières stratégies n'avaient pas réussi, mais le succès rapide de la lutte lui en a évité l'utilisation (Informateur n°1, courriel du 7 avril 2004).

Comme il s'agit d'une lutte dont la réussite s'avère parfaite, nous proposons d'examiner les facteurs qui ont amené à ce grand succès en guise de pistes de renouvellement.

D'après Filieule (1993), l'émergence d'un mouvement social est seulement possible si les opportunités politiques le favorisent tant soit peu, et celles-ci jouent un rôle déterminant dans les chances de réussite d'un mouvement social. Pour la lutte sous étude, il faut reconnaître qu'elle a pu bénéficier d'un grand nombre d'opportunités politiques.

Tout d'abord, les conditions structurelles sont propices, la lutte se passe en Australie, un pays démocratique et très ouvert pour accueillir des immigrants de différents pays, d'autant plus qu'ils sont des réfugiés politiques. Par ailleurs, la formulation de la revendication ne peut pas rencontrer d'opposition de la part des autorités au pouvoir. En effet, d'un côté, une lutte contre un régime communiste autoritaire et anti-démocratique ne peut qu'être légitime dans un pays démocratique, et quiconque s'y oppose fera piètre figure. D'un autre côté, la nature de la revendication ne cause pas de préjudice à l'ouverture des pouvoirs publics, car les mesures prises pour satisfaire cette revendication peuvent résoudre un problème tout en n'exigeant pas un changement de politiques.

Effectivement, le conflit entre la direction de la télévision SBS et la communauté vietnamienne ne se trouve pas au même niveau pour l'une et pour l'autre. Pour la télévision SBS, l'enjeu est juste un programme de télévision, qu'elle devra supprimer ou non. Ce qui mettra en cause, certes, sa crédibilité si jamais le programme doit être retiré, mais cet enjeu semble bien insignifiant par rapport à celui de la communauté vietnamienne. Car, comme nous l'avons vu, la revendication selon laquelle la télévision publique australienne SBS ne doit plus retransmettre le programme de télévision du gouvernement communiste vietnamien fait partie de la longue lutte que les Vietnamiens de la diaspora mènent constamment contre ce dernier, dans le but de sensibiliser l'opinion publique internationale au régime répressif du Vietnam et de la faire réagir en faveur de la liberté des Vietnamiens du pays. Nous comprenons pourquoi la communauté vietnamienne en Australie a mis tant d'énergies et d'efforts dans cette lutte, car le bénéfice serait grand selon son calcul, qui reposait sur une rationalité axiologique et affective. Tandis que du côté de la direction de SBS, la rationalité qui sous-tendait son engagement dans cette lutte ne pouvait être qu'instrumentale et par conséquent le bénéfice était si minime qu'elle n'était pas prête à verser des coûts importants. Cet écart de niveaux dans les bénéfices perçus se répercutait sur l'investissement d'énergies et de ressources dans la lutte et explique en partie le succès rapide de la communauté

vietnamienne ; d'autant plus que l'opposant principal, le gouvernement vietnamien, pour qui l'enjeu de la lutte était important, avait, en revanche, une représentation, un soutien et des ressources infimes en Australie.

Une autre opportunité politique qui a contribué au succès de la lutte était l'appui de nombreux alliés, que la coalition a pu sensibiliser à la cause de la base sociale : les autorités politiques, les syndicats, les associations et collectivités, etc., qui peuvent intervenir ou faire pression sur les opposants. Parmi ces alliés, les médias tiennent une place spéciale car, toujours d'après Filieule (1993 : 56), ils « permettent à la fois de communiquer avec les militants et les adhérents (au niveau interne), d'étendre le potentiel de mobilisation par l'information d'une large partie de la population, de neutraliser les opposants potentiels par l'imposition du sens à donner à leur action (communication externe) ». Dans la lutte sous étude, les médias vietnamiens ont servi à la communication interne. Pendant les 60 jours de lutte, les médias, en particulier les radios, ont rapporté tous les jours, voire toutes les heures, des nouvelles toutes fraîches sur la lutte. Ils ont diffusé aussi les différentes étapes stratégiques de la coalition, le déroulement des faits, les appels aux manifestations, etc. Notamment, ils ont pu éveiller et forger l'identité collective, l'esprit patriotique, l'amour de la liberté, la haine du régime communiste chez les Vietnamiens, et ont favorisé ainsi leur engagement à la lutte. Quant aux médias australiens, ils ont aidé la coalition à gagner la sympathie du public en général et du personnel politique en particulier, car ils ont donné une image de respectabilité et de légitimité à son action. Et cette représentation positive a joué un grand rôle dans l'obtention des résultats.

Neveu (1996), lui, attribue le succès d'un mouvement social notamment au rôle et à la compétence de la coalition : « L'existence d'une organisation qui coordonne les actions, rassemble des ressources, mène un travail de propagande pour la cause défendue ressort comme une nécessité pour la survie du mouvement, ses succès. » (Neveu, 1996 : 24). D'autre part, toujours selon Neveu (*ibid.*), une organisation efficace doit être extrêmement centralisée et surtout unie. Dans la lutte à l'étude, il existait bel et bien une telle organisation qui a effectué toutes les actions et possédait toutes les qualités que mentionne Neveu. La coalition de cette lutte a même puisé toutes les formes d'actions propres aux mouvements sociaux que Tilly (cité par Neveu, *ibid.*) appelle « le répertoire d'action collective », telles que : solliciter l'appui des autorités politiques, mobiliser le soutien des médias et par conséquent de l'opinion publique ; mobiliser des ressources ; organiser des manifestations, des campagnes d'appels téléphoniques de protestation, des campagnes d'opinion à la radio et sur internet ; adresser une pétition aux organes de décision, etc. Nous avons pu constater que la coalition a su coordonner à merveille toutes ces actions, choisir de bonnes stratégies externes comme internes, développer des tactiques appropriées aux circonstances, faire jouer la corde très efficace des représentations collectives, etc.

À notre avis, cette capacité d'organisation peut s'expliquer, d'un côté, par le fait que la coalition était formée à partir du comité exécutif d'une organisation qui avait toujours représenté officiellement la communauté vietnamienne en Australie. D'un autre côté, elle a pu bénéficier du bon réseau associatif dont elle disposait depuis toujours. Elle avait donc acquis de l'expérience dans l'organisation et la coordination des actions collectives au sein de ce réseau associatif, qui constituait la base sociale dans cette lutte. En effet, représentant une communauté de réfugiés politiques, elle doit organiser souvent des manifestations contre le régime communiste vietnamien, quand l'occasion se présente, comme lors de la visite d'un dirigeant ou d'une troupe d'artistes

vietnamiens en Australie. En particulier, chaque année, elle maintient la tradition d'organiser la manifestation du 30 avril, en commémoration de la perte du Sud-Vietnam aux mains des communistes à partir de cette date en 1975.

Ainsi, la réussite de la mobilisation des ressources dans cette lutte est, certes, due à la compétence de la coalition, mais elle peut être également expliquée par la théorie de la mobilisation des ressources selon laquelle « une mobilisation n'est possible que pour autant qu'elle implique des collectivités présentant des structures communautaires ou associatives. [...] les individus sont mobilisés au travers de structures sociales, le passage à l'action relevant alors d'une identification à celles-ci. » (Vanomeslaghe, 1998 : 280).

Par ailleurs, d'après Oberschall, cité par Vanomeslaghe (1998), pour toute action protestataire visant une mobilisation durable, il faut absolument des liens et des solidarités internes à la collectivité. Dans la communauté vietnamienne, ces liens et solidarités existent depuis longtemps et prennent racine dans les identités collectives qu'elle partage, telles que l'origine et la culture vietnamiennes, le statut de réfugiés et d'exilés, la mémoire collective des événements passés, l'amour de la liberté et la haine du régime communiste, etc. Tout ce partage commun a été désigné par Sainsaulieu comme étant « l'expérience d'identification affective » et « au moment de l'action collective face à l'événement, cette identification facilite la fusion des membres du groupe et coule naturellement l'action sur le modèle de la masse unitaire ». Vanomeslaghe ajoute : « Une telle intégration impulserait de surcroît un sentiment de "devoir de loyauté", lequel ne pourra manquer de constituer un puissant levier de l'action. » (Vanomeslaghe, 1998 : 285).

Nous assistons en quelque sorte au cercle vertueux de la mobilisation, car, de plus, pendant la lutte, la base sociale a appris ensemble à vivre la démocratie, elle a donc vécu quelque chose de significatif et cette signification suffisait à la mobiliser. Puis engagés côte à côte dans la lutte, les Vietnamiens ont développé davantage l'esprit communautaire, la solidarité, la fraternité, l'esprit de famille, l'appartenance culturelle, l'esprit anti-communiste, la conviction de la juste cause de leur lutte, etc., et ils se sont impliqués encore plus à fond dans la lutte.

Enfin, comme l'a souligné Vanomeslaghe (1998 : 287) : « Le recours à une désignation nette et tangible des adversaires apparaît (donc) comme la condition *sine qua none* d'une mobilisation conséquente. », le succès de cette lutte réside aussi dans le fait que les opposants ont été bien circonscrits. L'opposant direct était la télévision publique australienne SBS, et l'opposant indirect mais qui motivait cette lutte, était le gouvernement communiste vietnamien. Car selon Simmel, mais aussi Pierre Clastres, cités par Vanomeslaghe (1998 : 285), « chaque communauté a besoin pour se penser comme telle (une totalité une) de la figure opposée de l'étranger ou de l'ennemi ». Cette désignation d'un ennemi commun au sein de la communauté vietnamienne a certainement favorisé sa consolidation communautaire et son affirmation identitaire, et a ainsi contribué à la réussite de la lutte.

CONCLUSION

Nous venons d'étudier la lutte de la communauté vietnamienne en Australie contre la diffusion d'un programme de télévision en langue vietnamienne qu'elle considérait comme faisant de la propagande pour un régime dont de nombreux membres de la communauté avaient subi des souffrances et à cause duquel la plupart avaient risqué leur vie afin de s'en échapper. Cette lutte, bien qu'elle vise le gouvernement communiste vietnamien, a été menée contre la télévision SBS, une agence de communication publique d'Australie, qui a retransmis ce programme produit par l'État vietnamien. Elle a duré exactement deux mois et elle s'est terminée par la victoire de la communauté vietnamienne. En effet, le conseil d'administration de SBS a pris la décision de supprimer la diffusion de ce programme d'informations quotidien et de le remplacer prochainement par un autre, mais seulement après avoir consulté la communauté vietnamienne afin de choisir le programme qui lui conviendrait le mieux.

La réussite de cette lutte peut être attribuée à plusieurs facteurs : de bonnes opportunités politiques, certes, mais aussi une bonne organisation de la coalition, qui a su mobiliser des ressources abondantes et sensibiliser à sa cause un grand nombre d'autorités politiques et de médias, et par conséquent, l'opinion publique.

Insérée dans une analyse transversale des études de cas en vue d'en dégager les régularités sur le plan de la réussite, cette monographie pourrait contribuer à l'identification des facteurs de succès d'une lutte pour les futures recherches et, par la suite, à la systématisation des savoirs d'expérience, dont la théorisation fait défaut dans le domaine de l'action collective.

BIBLIOGRAPHIE

- CASTELLS, Manuel. 2000. *The Rise Of The Network Society*, Oxford, Blackwell Publishers, 594 p.
- COMEAU, Yvan. 2005. *Grille pour la réalisation de monographies portant sur des luttes collectives*, Montréal, Cahiers du CRISES MS05-01, 30 p.
- CVLA. Communiqué de presse. Vietbao du 13 octobre 2003, <http://www.vietbao.com>.
- CVLA. Bulletin d'informations du 8 novembre 2003. Vietbao du 17 novembre 2003, <http://www.vietbao.com>.
- CVLA. Bulletin d'informations du 5 décembre 2003, <http://www.novcnews.net>.
- FILIEULE, Olivier (dir.). 1993. « Contraintes structurelles et opportunités politiques ». *Sociologie de la protestation*, Paris, Éditions L'Harmattan, pp. 46-64.
- FRANK TRINH. « Say "No" to SBS-TV. Are ours fears justified ? », 6 novembre 2003, reçu de Nguyen Manh Tien par courriel.
- HOANG DA. Vietbao du 8 décembre 2003, <http://www.vietbao.com>.
- HOANG DA. VNN. Vietbao du 18 décembre 2003, <http://www.vietbao.com>.
- HOANG TUAN. Vietbao du 27 octobre 2003, <http://www.vietbao.com>.
- HUU NGUYEN. *Saigon Times*. Vietbao du 10 novembre 2003, <http://www.vietbao.com>.
- LAM HUU XUA. Vietbao du 8 décembre 2003, <http://www.vietbao.com>.
- NEVEU, Érik. 1996. « Qu'est-ce qu'un mouvement social ? » *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Éditions La Découverte, pp. 6-28.
- NGUYEN MANH TIEN. Entretien avec Vo Trieu Son. VNN, 6 décembre 2003, <http://www.novcnews.net>.
- NGUYEN MINH TUNG. Vietbao du 3 novembre 2003, <http://www.vietbao.com>.
- PHAM THANH PHUONG. Vietbao du 8 décembre 2003, <http://www.vietbao.com>.
- SAIGON TIMES. Vietbao du 17 novembre 2003, <http://www.vietbao.com>.

SAIGON TIMES. Vietbao du 24 novembre 2003, <http://www.vietbao.com>.

SAIGON TIMES. Vietbao du 18 décembre 2003, <http://www.vietbao.com>.

TICH LAM. Entretien avec Huu Nguyen, *Saigon Times*, 1^{er} décembre 2003, <http://www.vietbao.com>.

THE DAILY TELEGRAPH, 6 décembre 2003, <http://www.novcnews.net>.

THUY LAN. VNN, 6 décembre 2003. Vietbao du 18 décembre 2003, <http://www.vietbao.com>.

VANOMMESLAGHE, Laurence. 1998. « La mobilisation du personnel des Forges de Clabecq : analyse d'un mouvement autonome et séditieux ». *Sociologie du travail*, vol. 40, n° 2, pp. 277-305.

<http://www.immi.gov.au>, consulté en février 2004

<http://www.vnca.org.au>, consulté en février 2004.